



HAL
open science

La communication des mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure : créer une culture du risque

Gabriel Gangolphe

► To cite this version:

Gabriel Gangolphe. La communication des mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure : créer une culture du risque. Sciences de l'information et de la communication. 2022. dumas-04034502

HAL Id: dumas-04034502

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04034502>

Submitted on 17 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Master professionnel

Mention : Information et communication

Spécialité : Communication Entreprises et institutions

Option : Entreprises, institutions et vie politique

La communication des mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure

Créer une culture du risque

Responsable de la mention information et communication
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Isabelle Le Breton-Falézan

Nom, prénom : GANGOLPHE Gabriel

Promotion : 2020-2021

Soutenu le : 23/11/2022

Mention du mémoire : Très bien

Remerciements

Avec quelques mois de retard, je tiens avant tout à remercier l'ensemble de l'équipe pédagogique du Celsa pour la qualité de ses enseignements, malgré la tenue des cours en distanciel. Ces derniers représentent aujourd'hui une base solide sur laquelle j'ai pu m'appuyer pour la rédaction de ce mémoire et sur laquelle je continue de m'appuyer tous les jours dans ma vie professionnelle.

Je remercie également Madame Isabelle Le Breton pour son accompagnement sans faille en tant que tutrice universitaire. Ses conseils et son sens de la pédagogie m'auront constamment donné la motivation pour mener à bien ce travail.

Je tiens également à transmettre mes plus chaleureux remerciements à Pauline Maurel-Palmier qui, en plus de m'accompagner quotidiennement par ses conseils, son expérience et sa sympathie, a accepté d'être ma tutrice et de prendre le temps de m'aider sur ce mémoire.

Un grand merci à l'ensemble de l'équipe d'Epiceum que j'ai la chance de côtoyer tous les jours depuis un an et demi. Tous les collaborateurs et toutes les collaboratrices auront été des soutiens de choix pour me pousser dans la réalisation de ce travail ainsi que des sources d'inspiration.

Merci à ma « coloc » Adèle qui m'a apporté bonne humeur, dîners et apéros quand j'en avais besoin, ainsi qu'à tous mes amis.es, mes parents et mon frère, dont l'expérience dans l'écriture d'une thèse en chimie ne m'aura finalement pas servi.

Table des matières

INTRODUCTION	4
PARTIE I. LA COMMUNICATION D'UN MOUVEMENT SOCIAL ANTI-NUCLEAIRE : FAIRE CONNAITRE SA CAUSE ET MOBILISER AUTOUR DE CELLE-CI DE MANIÈRE AMATRICE ET IDENTITAIRE	12
A. Communiquer de manière non professionnelle pour faire connaître une lutte encore trop méconnue	12
A.1. Définir les cadres de la lutte pour garantir une meilleure communication	13
A.2. La mobilisation des répertoires d'actions des mouvements sociaux	14
A.3. Communiquer grâce aux nouveaux outils digitaux	16
B. Une communication reposant sur des symboles pour créer un collectif identitaire puissant	19
B.1. Les mouvements sociaux contre le projet Cigéo : des producteurs de discours symboliques et imagés.....	19
B.2. Des symboles issus d'une tradition antinucléaire	22
C. Une part d'amateurisme, sans cohérence graphique, caractéristique des mouvements sociaux qui mérite d'être nuancé	25
C.1. Une communication qui manque de ressources et de moyens.....	25
C.2. Un amateurisme qui reflète l'identité des mouvements sociaux.....	28
II/ L'EMERGENCE D'UNE CULTURE DU RISQUE FOCALISÉE SUR L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES A BURE	32
A. La construction d'une fausse conscience par l'ANDRA : une communication pour éteindre les vellétés des mouvements sociaux	32
A.1. Une communication pour minimiser le risque nucléaire mais pas l'invisibiliser	32
A.2. Un important travail de sémantique mené par l'Andra.....	35
A.3. Une stratégie de communication offensive envers les jeunes.....	35
B. Vers une culture du risque liée à l'enfouissement des déchets qui devient moteur de légitimité du mouvement	37
B.1. Créer une culture du risque pour lutter face à la « fausse conscience »	37
B.2. Gagner en légitimité grâce à une parole scientifique.....	38
B.3. Créer une mémoire des catastrophes liées à l'enfouissement de déchets nucléaires	39
C. Une communication pédagogique des mouvements sociaux au service de la sensibilisation des publics au risque	41
C.1. Diversifier les outils de communication pour créer une culture du risque	42
C.2. Focus sur les bandes dessinées produites par les mouvements sociaux contre le projet Cigéo	44
C.3. Un recours à l'art plus global pour sensibiliser les publics aux risques du projet Cigéo	45

III/ UNE COMMUNICATION PLUS RADICALE MATERIALISÉE DANS L'ESPACE PUBLIC, EN MARGE DES CADRES INSTITUTIONNELS	49
A. Une lutte devenue populaire et nourrie de symboles issus d'autres mouvements sociaux concernés par la lutte.....	49
A.1. Une mobilisation qui change de dimension	49
A.2. Des mouvements sociaux rejoints par d'autres luttes	50
A.3. Une multitude d'acteurs qui nuisent à la lisibilité du « nous » des mouvements de contestation contre le projet Cigéo.....	54
B. Le territoire et Bure comme épicentres salutaires des enjeux et messages	56
B.1. La communication pour habiller l'espace public	56
B.2. La communication dans l'espace public : reflet de la lutte avec l'Andra.....	57
B.3. Communiquer dans l'espace public : une manière efficace de toucher les populations locales	58
C. Une radicalisation des acteurs pour rester en marge des cadres institutionnels	60
C.1. Les échecs de la contestation par la voie institutionnelle.....	60
C.2. Le virage radical de la contestation contre le projet Cigéo.....	62
C.3. La construction d'un espace public oppositionnel	64
CONCLUSION	67
BIBLIOGRAPHIE.....	71
ANNEXES	76

INTRODUCTION

À l'heure de la transition écologique et de la guerre en Ukraine, le nucléaire est revenu au centre de nombreux débats. Présenté comme la source d'énergie la plus propre et la plus efficace en attendant de trouver des solutions plus pérennes et comme le moyen de maintenir l'indépendance énergétique française par rapport au gaz russe, le nucléaire connaît aujourd'hui un regain de popularité qui tend à faire oublier les catastrophes que cette technologie a pu provoquer au cours de l'histoire (dans des contextes très différents mais toujours avec des conséquences terribles sur le plan écologique et humain). Cette popularité est encore plus importante en France. Détentrice de cinquante-six réacteurs nucléaires selon l'étude « World Nuclear Energy Status Report », la France est aujourd'hui le deuxième pays au monde possédant le plus de réacteurs nucléaires, juste derrière les États-Unis (malgré la fermeture de certaines centrales, depuis le mandat présidentiel de François Hollande). En dépit de cette popularité, le nucléaire semble bénéficier d'une méconnaissance générale sur ses risques et ses catastrophes (qui relevaient plus de l'exceptionnel que d'une règle générale) mais surtout sur ses traces. Car si elle est présentée comme propre, l'énergie nucléaire produit des déchets hautement radioactifs qu'il faut traiter. De ce constat, s'est ajouté un double contexte professionnel et personnel nous ayant guidé vers notre sujet. Tout d'abord, nous avons été fortement sensibilisés à la communication autour des différents types de risques via des formations et une réponse à un appel d'offre pour le Programme d'Action de prévention des inondations (PAPI) de Toulouse. Dans le même temps, nous découvrons la problématique des déchets nucléaires en France et le projet de leur enfouissement à Bure à la lecture d'une bande dessinée : *Le droit du sol* d'Étienne Davodeau qui nous poussa à étudier la communication des mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure.

Ce projet d'enfouissement naît en 1991, avec plusieurs rapports comme celui de Pierre Desgraupes, poussant l'État à légiférer avec la loi Bataille de 1991. Cette dernière charge l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) de « concevoir et de réaliser les nouveaux centres de stockage compte tenu des perspectives à long terme de production et de gestion des déchets et d'effectuer toutes études nécessaires à cette fin, notamment la réalisation et l'exploitation de

laboratoires souterrains destinés à l'étude des formations géologiques profondes »¹. L'Andra intensifie alors ses recherches, entamées en 1987 - avant d'être stoppées par plusieurs mouvements sociaux de contestation (notamment à Bure) provoquant le moratoire de Michel Rocard cherchant à apaiser la situation - pour trouver un terrain où elle pourra développer ce laboratoire souterrain. Quatre départements sont à l'étude : la Vienne pour son granite, le Gard, la Haute-Marne et la Meuse pour leur argile.

Après cette phase d'étude, les sites du Gard et de la Vienne sont écartés. C'est donc le site de Meuse/Haute-Marne qui est finalement retenu pour l'implantation du laboratoire souterrain. Décidé en 1998, le choix de ce site est notamment justifié par sa couche d'argile de plus de 130 mètres d'épaisseur et enfouie à 500 mètres de profondeur, révélant d'excellentes qualités de confinement sur plusieurs millions d'années². C'est la naissance de Cigéo, ou « le projet français de centre de stockage profond de déchets radioactifs »³. Cette décision provoque immédiatement de violentes contestations, poursuivant celles commencées en 1987, et des mouvements sociaux se forment pour empêcher la construction du centre.

Ce sont ces mouvements sociaux que nous allons étudier dans ce mémoire et plus précisément leur communicabilité. Nous allons porter particulièrement notre attention sur le cas de Bure. Les mouvements sociaux qui s'y développent à partir des années 80 contre le projet Cigéo s'inscrivent dans la « mouvance antinucléaire » telle que l'a définie Mikael Chambru, c'est-à-dire un « amas d'acteurs sociaux partiellement structuré/morcelé, aux contours imprécis, diffus et mouvants, au sein duquel se déploient des logiques d'acteurs, des temporalités, des enjeux et des tactiques hétéroclites toujours en tension, s'opposant, se mêlant et s'adjoignant au gré des situations »⁴.

Tout d'abord définie au début du XXe siècle, la notion des mouvements sociaux reposait sur le principe de foule : « Une dissémination d'individus

¹ Article 13 de la loi n° 91-1381 du 30 décembre 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs

² « Cigéo », <https://www.andra.fr/cigeo>

³ Ibid.

⁴ Chambru, Mikael. L'espace public à l'épreuve du phénomène antinucléaire en France (1962-2012). ESSACHESS – Journal for Communication Studies, ESSACHESS editors, 2014, 7 (13), pp. 33-43.

physiquement séparés et dont la cohésion est toute mentale »⁵. Cette définition évolue très rapidement, avec de nombreux autres auteurs comme Park et Reuter qui les définissent comme « des organisations voulant établir un nouvel ordre de vie. Ils [les mouvements sociaux] trouvent leur origine dans des conditions d'agitation, et tirent leur force motrice d'une insatisfaction de leur forme de vie actuelle, d'une part, et des souhaits et espoirs pour un nouveau cadre ou système de vie, d'autre part »⁶. L'influence des mouvements sociaux pour avoir « un impact sur la sphère publique »⁷ - notion définie par Jurgen Habermas comme : « une sphère d'individus privés assemblés en une entité publique, qui revendique presque aussitôt la presse intellectuelle officiellement réglementée contre l'autorité publique même »⁸ - est renforcée par la notion de Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS). Ces derniers sont définis comme « dépassant des revendications habituellement relatives au travail pour toucher d'autres domaines : protection de l'environnement, lutte contre le racisme et la xénophobie, combat pour l'égalité des genres »⁹. Ainsi, on se rend bien compte que les mouvements sociaux peuvent être à l'origine de la mise à l'agenda de nouvelles problématiques mais aussi de nouveaux risques. Pour cela, l'occupation de la sphère publique, l'information et la communication servent à « déroutiniser les structures et les thématiques ».

Le besoin de communication et d'occupation de la sphère publique est d'autant plus important pour les associations et le combat que nous étudions dans la mesure où ils cherchent à matérialiser un risque invisible. À l'instar d'Act'Up qui a grandement contribué, par ses actions contestataires, à faire émerger le problème sanitaire qu'est le SIDA, les mouvements sociaux usent de leurs voix pour faire émerger le risque que représentent les déchets nucléaires et leur enfouissement, même à des centaines de kilomètres sous terre. En ce sens, les mouvements sociaux contre Cigéo s'inscrivent dans le cadre de la loi du 13 août 2004 : « La sécurité civile est l'affaire de tous. Tout citoyen y concourt par son comportement ».

⁵ Gabriel Tarde, *L'opinion et la foule*. Paris : Les Presses universitaires de France, 1989, 1re édition, 184 pages. Collection Recherches politiques. Originellement publié en 1901.

⁶ R. E. Park, E. B Reuter, *An Outline of the Principles of Sociology*, New York, Barnes & Nobles, 1939, p. 199

⁷ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

⁸ J. Habermas, S. Lennox, F. Lennox, "The public sphere: An Encyclopedia Article", *New German Critique*, n°3, 1974, p. 49-55

⁹ O. Fillieule, L. Mathieu, C. Péchu (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Science Po, 2009

C'est pourquoi une véritable culture de la préparation au risque et à la menace doit être développée. Les mouvements sociaux et les associations qui contestent le projet Cigéo s'y sont employés alors même que « le public a souvent des informations incomplètes et se pose beaucoup de questions en ce qui concerne les problèmes touchant la sûreté nucléaire et radiologique »¹⁰. Cette culture de la préparation au risque, plus communément appelée « culture du risque » est une notion essentielle à définir pour bien comprendre la communication des mouvements sociaux qui luttent contre Cigéo. Cette culture du risque peut se définir comme étant « la connaissance par tous les acteurs (élus, techniques, citoyens, etc.) des phénomènes naturels et technologiques et l'appréhension de la vulnérabilité. L'information des populations, et ceci dès le plus jeune âge, est le moteur essentiel pour faire progresser la culture du risque »¹¹.

Aussi, si notre objectif est de voir et comprendre la manière dont les mouvements sociaux communiquent pour atteindre leurs objectifs, nous chercherons surtout à comprendre comment, par leur communication et leur inscription dans une tradition anti-nucléaire, ces mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure ont su créer une nouvelle culture du risque spécifique tout en restant en marge des cadres institutionnels légaux.

Pour tenter de résoudre cette problématique, nous avons posé trois hypothèses de réponse :

- La contestation à Bure a su utiliser des principes et des pratiques communicationnels afin de mobiliser autour de son objectif : mettre fin au projet Cigéo pour assurer une plus grande sécurité et une plus grande sûreté du projet ;
- les mouvement sociaux se sont servis de la communication pour créer une culture du risque - la culture du risque de l'enfouissement de déchets nucléaires - afin de gagner en légitimité et atteindre leurs objectifs qualifiés

¹⁰ « La communication avec le public et les autres parties intéressées, Agence internationale de l'énergie atomique », <https://www.iaea.org/fr/themes/la-communication-avec-le-public-et-les-autres-parties-interessees>

¹¹ Françoise Pagny Bénito-Espinal, « Construire une culture du risque efficiente ? Le cas de la Guadeloupe et de la Martinique », *Géococonfluences*, décembre 2019.

de « non négociables »¹² - dimension faisant partie de l'identité des nouveaux mouvements sociaux comme le rappelle Érik Neveu ;

- cette stratégie permet, en effet, de rentrer dans le cadre de la loi d'août 2004 et serait un moyen plus qu'efficace pour lutter contre l'Andra et sa communication pourtant ambitieuse, disposant de plus de moyens et bénéficiant d'une légitimité offerte par son statut d'Établissement public à caractère industriel et commercial, placés sous la tutelle des ministères chargés de la Recherche, de l'Industrie et de l'Environnement.

S'intéresser à la communication de ces mouvements sociaux nous oblige à fixer les limites de notre objet d'étude. Si ses frontières géographiques paraissent évidentes, il est important de ne pas les réduire à la seule commune de Bure mais à l'ensemble des départements de la Meuse et de la Haute-Marne. En revanche, la contestation contre le laboratoire de l'Andra n'échappe pas à la définition de Mikael Chambru. On y retrouve un agrégat d'acteurs. Notre étude se limitera donc à quatre associations symboliques. Tout d'abord la plus historique : BureStop 55, présente sur le terrain depuis 1987 et véritable moteur de la contestation. Très liée à la précédente, l'association Bure Bure Bure est également importante à étudier. Notamment via son site internet, elle a su construire un centre de ressources et d'archives de la contestation. Sa dimension plus panoramique permet également de se rendre compte de la pluralité des contestations qui ont cours à Bure, dénonçant un manque de démocratie et l'imposition d'un grand projet jugé imparfait et dangereux. À ces deux associations, nous ajouterons l'étude de deux autres, tout aussi opposées que complémentaires : Bure Zone Libre et EODRA. La première est probablement la plus radicale de toutes les parties prenantes de la contestation contre le projet Cigéo. Elle est notamment à l'origine de plusieurs mouvements d'occupation. La deuxième est une association d'élus qui bénéficie ainsi d'une parole plus institutionnalisée et capable de mobiliser les cadres légaux pour s'opposer au projet. Notre étude abordera également, mais en surface, la communication de l'Andra afin de comprendre comment celle des mouvements sociaux s'est construite en opposition face à celle de son « ennemi », mais aussi comment elle a su s'en inspirer.

¹² Neveu, Érik. V. De « nouveaux » mouvements sociaux ? Dans : Neveu, Érik éd. *Sociologie des mouvements sociaux* (pp. 99-113), La Découverte, 2011

Le besoin de communication autour des risques ne cesse de croître alors que les sources de ces risques se multiplient : naturels (inondations, avalanches, cyclone, etc.), technologiques (manipulation ou stockage de produits dangereux, accident industriel, accident nucléaire, etc.), terroristes, sanitaires, cyber. Si, à l'échelle de la France, les principales sources de risques sont naturelles, les catastrophes liées à des risques technologiques sont de plus en plus nombreuses. L'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001 ou l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen libérant 5 000 tonnes de produits chimiques¹³ en 2019, nous rappellent que l'Hexagone est également une terre où des risques technologiques existent. Le présent mémoire analyse la communicabilité des projets liés au nucléaire aujourd'hui, en France, dans un contexte où le risque que celui-ci peut représenter est accru. Ce risque, face au projet Cigéo, est d'autant plus intéressant à étudier d'un point de vue communicationnel, que c'est un risque « spatialement invisible »¹⁴. Cette invisibilité est accrue par la technicité scientifique du sujet. C'est également le cas pour les déchets que les réacteurs et centrales produisent et dont la gestion reste encore problématique. C'est ce que résumait très bien Nicolas Couégnas et Marie-Pierre Halary : « L'enfouissement des déchets radioactifs relève également de cette spatialité sans visibilité. Tout converge pour installer les conditions d'un non-savoir »¹⁵. Si cette notion de « non-savoir » et même de « culture du secret », également évoquée dans l'article cité, sera à nuancer via une étude de la communication de l'Andra. En revanche, par l'analyse de la communication des mouvements sociaux contre Cigéo, nous verrons qu'ils cherchent à créer un risque dédié aux déchets nucléaires. Sa mise à l'agenda, c'est-à-dire son passage dans la sphère publique, mais aussi sa matérialisation physique afin de lutter contre son aspect invisible sont également des enjeux que les mouvements de contestations cherchent à atteindre par leur communication. Car en effet, étudier la communication de ces mouvements de contestation c'est étudier la mise en débat de ce risque puisque cette dernière n'est pas faite par l'État¹⁶. Ce rôle est d'ailleurs présenté comme l'un des principaux rôles des mouvements sociaux depuis l'élaboration des définitions de ces derniers.

¹³ « L'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen », *France Info*, 26 septembre 2019

¹⁴ Couégnas Nicolas, Halary Marie-Pierre. « Signification et communication du risque : le cas du nucléaire », In: *Quaderni*, n°48, Automne 2002. *Le risque : les choix technopolitiques*. pp. 89-99

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Chambru, Mikaël. « La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 16/3a, no. S1, 2015, pp. 29-38.

Cependant, la culture du risque n'est pas la seule notion à devoir être mobilisée, encore moins lorsque l'on étudie la communication de mouvements sociaux dans la mesure où ils possèdent leurs propres codes et leurs propres pratiques. En effet, la communication de mouvements contestataires se différencie par ses objectifs, ses émetteurs et ses cibles de communication. Selon Florence Carion, les mouvements sociaux se définissent par deux types de communication : « Les interactions et les modes de structuration d'une part et d'autre part les actions communicationnelles portées vers l'extérieur et destinées à façonner l'image de l'organisation »¹⁷. Ces deux types de communication passent notamment par une importante production de ressources iconographiques. Nous avons tous en tête des images tels que des banderoles, pancartes illustrées, symboles du poing levé, etc. Si la photographie ainsi que tous les documents iconographiques ont longtemps été délaissés comme outils de collecte de matériaux dans les sciences sociales, Alexandre Dézé plaide dans son article « Pour une iconographie de la contestation », pour une méthode d'analyse scientifique de l'image car « les ressources iconographiques peuvent s'avérer propices pour examiner les dispositifs de sensibilisation mémorielle des mouvements sociaux »¹⁸.

Ainsi, nous étudierons dans ce mémoire les images et plus précisément les « images fixes » produites par les associations de notre objet d'étude. Ces images fixes sont définies par Alexandre Dézé comme « tout manifeste qui comporte une représentation de quelque chose, accompagnée ou non d'éléments textuels, et qui peut s'inscrire sur différents supports »¹⁹. Pour cela nous utiliserons sa grille d'analyse et les deux types de pistes à suivre pour bien les étudier. La première consiste à « saisir l'image comme parole protestataire »²⁰, sachant que comme le rappelle Lilian Mathieu, « les mouvements sociaux sont de gros producteurs de discours » pour donner à voir leur vision du problème via des images. La deuxième piste évoquée nous invite à partir des images pour analyser les modalités de production des identités collectives des mouvements contestataires. Pour cela, nous avons constitué un corpus de ressources iconographiques produites par les quatre

¹⁷ F. Carion, « Pour une approche communicationnelle des organisations de mouvement social », *Communication et organisation*, n°31, 2007, p. 71

¹⁸ Dézé, Alexandre, « Pour une iconographie de la contestation », *Cultures & Conflits*, 91/92 | automne/hiver 2013

¹⁹ Ibid.

²⁰ Ibid.

associations de notre objet d'études entre 1987, date des toutes premières oppositions de l'association Stop Bure 55, jusqu'à 2021, date symbole marquée par les derniers procès d'opposants au projet Cigéo. À cette méthode s'ajouteront des méthodes d'analyses comparatives notamment avec d'autres mouvements anti-nucléaires nationaux et internationaux afin de pouvoir repérer et analyser les symboles et référentiels communs.

Ainsi, et après avoir mis de côté nos a priori et nos convictions sur la question du nucléaire, alors même qu'elle est un sujet plus que jamais débattu et d'actualité, nous étudierons tout d'abord la communication de ce mouvement social anti-nucléaire dont l'objectif premier était de faire connaître sa cause et ses revendications et de mobiliser à ses côtés. Nous poursuivrons par l'analyse de l'émergence, par la communication produite, d'une culture du risque sur l'enfouissement des déchets nucléaires. Enfin, nous montrerons dans un dernier temps comment le mouvement de contestation contre le projet Cigéo s'est construit localement et radicalement pour matérialiser un espace public environnemental, en marge de cadres institutionnels.

PARTIE I. LA COMMUNICATION D'UN MOUVEMENT SOCIAL ANTI-NUCLEAIRE : FAIRE CONNAITRE SA CAUSE ET MOBILISER AUTOUR DE CELLE-CI DE MANIÈRE AMATRICE ET IDENTITAIRE

La communication des mouvements sociaux contre le projet Cigéo s'est tout d'abord construite autour d'un objectif principal clair : celui de faire connaître leur cause (A). Ils ont ainsi pu développer leur plan d'action communicationnel en définissant leurs cibles, leurs différents objectifs secondaires et leurs moyens d'actions pour parvenir à créer un référentiel commun, identitaire et collectif propre à leur lutte. Ce référentiel s'est inscrit dans la tradition d'une communication de contestation basée ici sur les symboles de la lutte des mouvements anti-nucléaires, qu'ils soient nationaux ou internationaux (B). C'est dans cette même tradition de la communication des mouvements sociaux que nous pourrions déceler la part d'amateurisme renforçant l'identité contestatrice. Un constat à nuancer par un accès démocratisé aux outils et aux techniques de communication favorisant une certaine professionnalisation (C).

A. Communiquer de manière non professionnelle pour faire connaître une lutte encore trop méconnue

À l'instar de n'importe quel émetteur de communication, les mouvements sociaux ont la volonté de faire connaître le sujet contre lequel ils se positionnent afin de le faire exister comme problématique dans la sphère publique et de le faire inscrire à l'agenda politique et/ou médiatique. Les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure ne dérogent pas à la règle. Pour cela, ils ont mis en place une stratégie de communication qui pourrait ressembler à n'importe quelle stratégie établie par une agence avec un diagnostic, l'identification de cibles, la définition des objectifs et des axes de communication et enfin le choix des actions de communication à mettre en place pour atteindre les différents objectifs définis. C'est d'ailleurs avec ces actions que les mouvements sociaux se différencient d'autres émetteurs de communication, comme les institutions publiques, dans la mesure où ils puisent leur inspiration dans un répertoire d'action propre à leur champ.

A.1. Définir les cadres de la lutte pour garantir une meilleure communication

Mais avant de s'adresser aux publics identifiés, les mouvements sociaux ont avant tout eu besoin de se structurer en interne et de fixer collectivement des objectifs communs à ces groupes. Cette première phase d'organisation et de communication interne réside ainsi dans la définition des « interactions et des modes de structuration »²¹. Cette étape commence avec une phase de diagnostic afin « d'identifier les causes et les coupables mais aussi les victimes »²². Dans le cadre de notre étude, la définition du projet commun et des coupables est assez claire et se fait dès la réalisation des premiers éléments du diagnostic : lutter contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires. Dès le début du projet en 1987 et le lancement des premières recherches pour trouver un lieu susceptible d'accueillir ce que sera le laboratoire Cigéo, « des collectifs antinucléaires furent créés et s'organisèrent très vite à l'échelle nationale »²³. La contestation prend un nouveau tournant à partir de 1994 avec la formation, par des habitants des différentes régions envisagées pour accueillir le projet, de collectifs anti-labo dont l'organisation permet une définition claire du projet et de l'identification de l'ennemi. C'est à cette époque que se forme CDR55, devenu BureStop55, qui explicite très bien le projet sur la bannière de son site internet <http://burestop.free.fr/> : « Déchets nucléaires, surtout ne pas enfouir, arrêter d'en produire » car « ces déchets sont contaminants et dangereux pour des milliers d'années »²⁴.



Le projet et les objectifs communs de ces différents collectifs anti-labo se matérialisent alors lors d'événements rassemblant l'ensemble de ces derniers comme lors d'un camp d'été organisé à Bure à l'été 2000 : « En juillet et août 2000,

²¹ F. Carion, « Pour une approche communicationnelle des organisations de mouvement social », *Communication et organisation*, n°31, 2007, p. 71

²² « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

²³ Q. Zinzius, « Bure et Cigéo : trente ans de lutte contre les déchets radioactifs », *Reporterre*, 31 mai 2021

²⁴ *Bure c'est quoi*, sur le site burestop.free.fr. Consulté le 10 septembre 2022. <http://burestop.free.fr/spip/spip.php?rubrique115>

un premier camp d'été était organisé [...] à Bure. Plusieurs milliers de manifestants rejoignirent les [opposants meusiens] tout au long de l'été »²⁵.

En plus de la définition du projet commun, les organisations militantes définissent leur ennemi : l'Andra et le laboratoire qu'elle compte installer à Bure. Cette dimension réside évidemment dans le nom même des organisations en lutte : « collectifs anti-labo ». Ainsi, les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires arrivent à matérialiser physiquement (avec un lieu, le labo) et structurellement (une institution, l'Andra) les causes et les objectifs de leur lutte. Aussi, une fois cette phase de diagnostic terminée, les mouvements sociaux peuvent-ils se tourner vers l'extérieur et élaborer une stratégie de communication externe. C'est alors qu'ils rentrent pleinement dans leur objectif de faire parler de leur lutte et de ce projet qu'ils voient comme un problème environnemental et sanitaire et « qui avance dans un silence presque total »²⁶, comme en témoigne un opposant dans *Bure, la bataille du nucléaire*. L'objectif d'alerte est alors double : alerter l'opinion publique et les décideurs : « On a d'abord voulu alerter l'opinion publique et les décideurs »²⁷.

A.2. La mobilisation des répertoires d'actions des mouvements sociaux

Le choix de ces deux cibles principales ne se fait évidemment pas par hasard. En visant les décideurs et donc l'État, un mouvement social peut : « stopper ou proposer certaines réglementations »²⁸. En cherchant à convaincre la population, il « peut changer les habitudes et les opinions des citoyens (en plus d'augmenter la pression sur l'État) »²⁹. Manifestations, die-in (simulation de morts par les manifestants), pétitions, tout est fait pour attirer l'attention et faire connaître les raisons de leur lutte. Ils piochent ainsi dans les répertoires d'actions classiques de la communication externe des mouvements sociaux : « La communication externe repose également sur différentes actions. Le choix d'actions possibles est large : pétitions, sit-in, manifestations, blocages, etc. »³⁰. Ces répertoires d'actions sont

²⁵ Q. Zinzius, « Bure et Cigéo : trente ans de lutte contre les déchets radioactifs », *Reporterre*, 31 mai 2021

²⁶ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

²⁷ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

²⁸ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

²⁹ Ibid.

³⁰ Ibid.

également l'occasion pour les collectifs anti-labo d'assurer des premières productions graphiques, propres aux manifestations avec des pancartes, des banderoles, des symboles, etc.³¹ venant habiller les occupations et manifestations. En se tournant vers l'extérieur, les mouvements sociaux luttant contre Cigéo déploient le lexique et le champ sémantique qu'ils se sont construits pour dénoncer le projet. C'est ce qu'on appelle « le cadrage motivationnel »³², qui se définit comme « la production des raisons de l'engagement et la sélection de vocabulaire de motifs appropriés »³³. Celui-ci est notamment nécessaire pour recruter et justifier ses actions.

Les opposants refusent ainsi le terme « laboratoire » développé par l'Andra qui donne une dimension scientifique et plus positive que le terme « site d'enfouissement ». C'est ce qu'explique un opposant dans *Bure, la bataille du nucléaire* : « Premier acte : une réforme sémantique. Le terme "laboratoire" remplaçait avantageusement l'expression anxieuse de "site d'enfouissement" »³⁴. Cette lutte de refonte de la sémantique initiée par l'Andra va encore plus loin. Le projet Cigéo est désormais défini par les mouvements de contestation comme « la poubelle atomique ». Cette expression se retrouve partout dans les productions de ces mouvements sociaux dont voici quelques exemples :

- En 2004, à Bure, est créée la Maison de résistance à la poubelle nucléaire ;
- En 2006, un festival est organisé et appelé « festival des décibels contre la poubelle » ;
- Sur le site de BureStop 55, le plan de Cigéo est intitulé : « Cigéo, les plans de la poubelle atomique »³⁵.

L'ensemble de ces actions tournées vers l'extérieur a ainsi eu pour vocation de faire connaître le projet en piochant dans le « répertoire d'action collective » tel que défini par Charles Tilly dans *La France conteste, de 1600 à nos jours*³⁶.

Force est de constater que cette stratégie et les moyens mis en place ont fonctionné. Les mouvements sociaux formés à Bure ont su faire connaître leur lutte

³¹ Cf annexe 1, 2, 3 et 4

³² « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

³³ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

³⁴ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

³⁵ Cf annexe 5

³⁶ Charles Tilly, *La France conteste, de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986

et mobiliser au-delà des premiers collectifs formés par des habitants du territoire meusien. Tout d'abord, ils ont été rejoints par les autres collectifs anti-labo qui, une fois le choix de Bure officialisé, ont décidé de poursuivre leur lutte en se joignant à la lutte meusienne : « Plusieurs manifestants les rejoignirent tout au long de l'été »³⁷ lors du camp d'été organisé à l'été 2000. La lutte a ainsi pris une dimension nationale et l'été suivant, en juin 2001, « un nouveau camp d'été fut organisé, et des "mouvements vers Bure" s'orchestrèrent partout en France tout l'été »³⁸. Ces mouvements témoignent d'ailleurs de la solidarité qui peut résider entre ce type de mouvements sociaux qui ont réussi à tisser et définir collectivement, en interne, un projet de lutte clair, leurs « ennemis » et les manières d'y arriver. Les événements organisés ont ainsi très vite réuni plusieurs milliers de personnes comme en 2005 lorsque « 5 000 personnes défilent dans Bar-le-Duc militarisé »³⁹.

A.3. Communiquer grâce aux nouveaux outils digitaux

Cependant, limiter l'action des mouvements sociaux et des collectifs organisés contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure aux répertoires d'actions classiques serait une erreur. L'apparition des nouvelles technologies ont, de manière générale, offert de nouvelles opportunités et de nouveaux moyens d'expression. Et parce que les « mouvements sociaux innovent, copient, récupèrent »⁴⁰, les collectifs anti-labo se sont également saisis d'Internet et des ressources que celui-ci permettait. En effet, « l'utilisation d'Internet et de ses multiples fonctionnalités a fortement élargi les techniques de communication des mouvements sociaux : réduction des échelles d'espace et de temps, centralisation des informations, démocratisation de l'accès à l'information, etc. »⁴¹. Ainsi, chacune

³⁷ Q. Zinzius, « Bure et Cigéo : trente ans de lutte contre les déchets radioactifs », *Reporterre*, 31 mai 2021

³⁸ Ibid.

³⁹ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

⁴⁰ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

⁴¹ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

des associations a été en mesure de développer son site internet et ses réseaux sociaux, notamment des pages Facebook.

BureStop 55 a créé sa page Facebook en 2015 et totalise aujourd'hui 1 200 abonnés⁴² ; Bure Zone Libre, qui gère la Maison de la résistance, a lancé sa page en 2010 et compte aujourd'hui 3 823 abonnés⁴³ ; tandis que l'EODRA en regroupe 510⁴⁴ après avoir investi le réseau en 2018. Mais outre le fait de s'en être saisi, les mouvements ont très vite su s'en servir. Par exemple, en publiant du contenu régulier, ils respectent l'un des cinq principes définis par Andreas Kaplan et Michael Haenlein pour une présence valorisante sur les réseaux sociaux⁴⁵. Ce contenu, en plus d'être régulier, est diversifié : partage des articles de la Presse, promotion des événements, valorisation des contenus produits (telle que la Bande Dessinée *Panique à Bure*, initiative à l'origine de l'association d'élus EODRA qui a fait appel à celui qui gère la communication de l'association pour ce projet). L'un des autres critères déterminants selon Kaplan et Haenlein est de ne pas être professionnel, c'est-à-dire « prendre à rebours quelques attitudes habituelles, afin d'être le plus naturel qui soit »⁴⁶. Ce manque de « professionnalisme » se repère dès le bandeau de présentation des pages des mouvements sociaux, très loin des visuels léchés et institutionnels que l'on peut retrouver sur la page Facebook de l'ANDRA. En témoignent les visuels des pages Facebook ci-contre.



De haut en bas : captures d'écran des pages Facebook de StopBure 55, d'EODRA et de l'ANDRA.

⁴² Chiffre consulté le 10 septembre 2022

⁴³ Chiffre consulté le 10 septembre 2022

⁴⁴ Chiffre consulté le 10 septembre 2022

⁴⁵ Kaplan, Andréas, et Haenlein, Michael, «Users of the World, unite! The Challenges and the Opportunities of social media», *Business Horizon*, 2010, 53, 59-68

⁴⁶ Kaplan, Andréas, et Haenlein, Michael, «Users of the World, unite! The Challenges and the Opportunities of social media», *Business Horizon*, 2010, 53, 59-68.

Ces principes se retrouvent également sur les sites internet des associations et collectifs de notre objet d'étude. Que ce soit sur celui de BureStop 55, celui de Bure Zone Libre ou celui de Bure Bure Bure, on retrouve une très grande diversité de contenus : actualités et revues de presse, historique de la lutte, explications du projet Cigéo et des risques qu'il engendre, médiathèques de contenus, etc. Cette diversité se retrouve ainsi dans les menus de ces trois sites internet sensiblement similaires dans leur rubriquage :



Ces sites internet sont ainsi devenus les vitrines des mouvements sociaux luttant contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires leur permettant notamment de « communiquer au nom du mouvement »⁴⁷.

Aussi, les mouvements sociaux luttant contre le projet Cigéo ont, par un travail tout d'abord interne, su fixer très rapidement le projet de leur contestation et pointer du doigt l'ennemi qu'ils combattaient. Ils ont dès lors pu développer un plan de communication faisant notamment appel aux répertoires d'actions des mouvements sociaux sans oublier de s'ouvrir aux nouvelles technologies, notamment Internet et les réseaux sociaux, afin de faire connaître à plus grande

⁴⁷ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

échelle, le risque que représente l'enfouissement de déchets moyenne activité-vie longue (MA-VL) et haute activité-vie longue (HA-VL) dans la terre argileuse meusienne. Cette stratégie a permis de mobiliser à grande échelle, notamment nationale. Les mouvements désormais unis à Bure ont pu ainsi construire une communication basée sur des symboles forts créant un univers symbolique collectif, contestataire et puissant.

B. Une communication reposant sur des symboles pour créer un collectif identitaire puissant

Afin de créer une identité commune, la communication des mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure a dû produire des symboles et des discours communs reflétant la volonté de la lutte et permettant de réunir leur base militante. Ces productions sont en effet très importantes dans la mesure où elles traduisent un engagement, ici une lutte contre le projet Cigéo. C'est pour cette raison qu'une bonne partie des symboles utilisés est tirée des mouvances antinucléaires, qui ont été les premières à rejoindre la lutte des collectifs anti-labo meusiens, permettant ainsi de créer un « nous » solidaire et uni contre l'Andra.

B.1. Les mouvements sociaux contre le projet Cigéo : des producteurs de discours symboliques et imagés

Les mouvements sociaux sont « de gros producteurs de discours »⁴⁸. Ces discours représentent d'ailleurs souvent l'essentiel des productions des mouvements sociaux. C'est pourquoi ils représentent un matériau de choix lorsque nous cherchons à analyser leur communication. Cela est d'autant plus vrai que ces discours peuvent revêtir une grande diversité de formes ; notamment via l'image, le visuel, et des supports tels que des « pancartes, banderoles, ballons, drapeaux, bannières, stickers, badges illustrés »⁴⁹. L'intérêt de ces productions visuels pour les contestations est de « donner à voir (et non plus seulement à entendre) sa vision du monde, ses valeurs, ses revendications »⁵⁰. Elles sont également très

⁴⁸ Mathieu, Lilian. *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombes-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012, p. 253

⁴⁹ Dézé, Alexandre, « Pour une iconographie de la contestation », *Cultures & Conflits*, 91/92 | automne/hiver 2013

⁵⁰ Ibid.

importantes pour « structurer la dimension identitaire du mouvement social »⁵¹ puisque les symboles utilisés donnent aux mouvements leur identité et que cette dernière, en interne, est ainsi « légitimée par l'ensemble des individus et permet de mobiliser d'autres citoyens »⁵². Les mouvements sociaux luttant contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure sont donc, par la force des choses, devenus des « producteurs de significations »⁵³. À travers leurs productions, ils expriment leur refus de voir se réaliser le projet Cigéo et de voir des déchets radioactifs être enfouis sous des communes et des terrains agricoles.

Parmi le corpus que nous avons constitué et étudié, nous retrouvons un grand nombre de supports matériels qui reflètent la diversité de la production des mouvements de contestation présents sur les lieux, à Bure : brochures, dépliants, affiches, pancartes, banderoles ou autres autocollants. Pour l'analyse de ces derniers nous avons suivi la méthode préconisée par Alexandre Dézé dans son article « Pour une iconographie de la contestation ». Il divise son étude en trois parties. Tout d'abord la phase préalable qui consiste à une première lecture d'image durant laquelle nous notons nos premières impressions. Durant la même phase, nous collectons également l'ensemble des informations techniques. Une fois cela fait, nous pouvons passer à la description très factuelle de l'image avant d'entrer dans la phase interprétative durant laquelle il est question de comprendre les systèmes d'associations et les fonctions de l'image⁵⁴. Quand on analyse et décrypte les différentes productions émises par les mouvements sociaux luttant contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, nous pouvons repérer très rapidement des symboles récurrents qui traduisent la crainte de ces derniers concernant le projet Cigéo.

Parmi ces symboles récurrents nous pouvons retrouver tout d'abord le symbole de la radioactivité qui se constitue d'un disque entouré de trois sixièmes de disque tronqué noirs sur un fond jaune⁵⁵. Ce dernier que nous pouvons voir apparaître sur des banderoles, des affiches, des brochures, etc. vient rappeler le

⁵¹ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

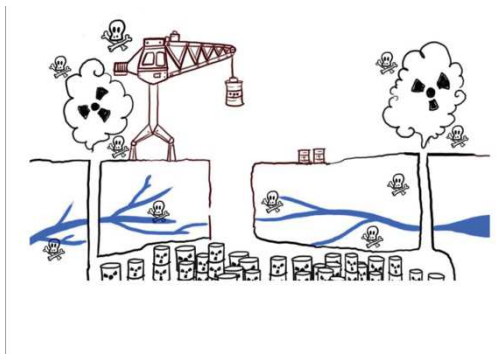
⁵² Ibid.

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Dézé, Alexandre, « Pour une iconographie de la contestation », *Cultures & Conflits*, 91/92 | automne/hiver 2013

⁵⁵ Annexes n°3, 10, 15, 16, 25

danger de cette radioactivité. Il est également à l'origine de l'utilisation très régulière de la couleur jaune⁵⁶ venant symboliser un danger (par exemple dans le code de la route, les panneaux jaunes indiquent un danger – bien que temporaire).



Deux autres symboles sont extrêmement récurrents et viennent représenter les conséquences que pourrait avoir un accident. Le premier est le masque à gaz⁵⁷. Lui aussi est souvent présent sur les productions visuelles et permet de signifier qu'en cas d'accident, les populations locales devront en porter pour se protéger des rejets radioactifs.



Le deuxième se compose de squelettes et de têtes de mort⁵⁸. Ces derniers peuvent prendre plusieurs formes : soit humaine⁵⁹, soit animale (comme des poissons⁶⁰). Il symbolise à la fois la mort que provoquerait un accident, ainsi que les

⁵⁶ Annexes n°3, 4, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24

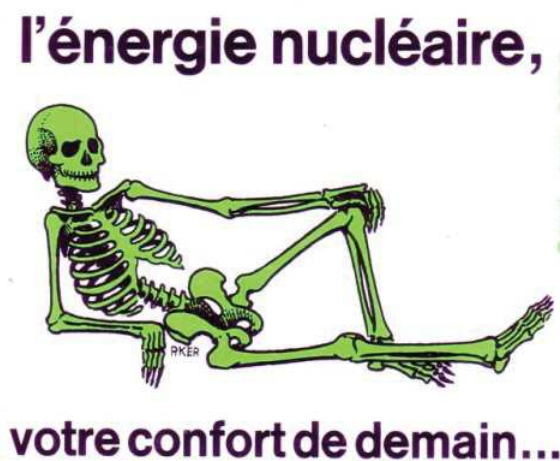
⁵⁷ Annexes n°2, 13, 18, 22

⁵⁸ Annexes n°10, 19, 21, 22

⁵⁹ Annexes n° 21, 22

⁶⁰ Annexe n°19

conséquences terribles qu'il aurait sur la biodiversité et les espèces vivantes soumises à cette radioactivité.



Enfin, un dernier symbole que l'on retrouve régulièrement est le baril de déchets radioactifs⁶¹. Celui-ci permet de sémiotiser le projet Cigéo et les déchets contre lesquels les mouvements sociaux à Bure luttent. Ces codes et ces couleurs, une fois articulés ensemble, permettent de représenter symboliquement la présence et le risque du projet d'enfouissement de déchets nucléaires. Ils sont même des représentations de la menace nucléaire et de ses conséquences.



B.2. Des symboles issus d'une tradition antinucléaire

Beaucoup de ces symboles ont au départ été utilisés dans les mouvances et les contestations antinucléaires comme celle de Plogoff, entre 1975 et 1981. Outre

⁶¹ Annexes n°3, 10, 15, 16, 25

les supports de communication diffusés sur internet ou lors des événements organisés, ces représentations symboliques sont également mises en scène lors des manifestations, des occupations et des die-in. Elles sont d'autant plus importantes que « comme le rappellent Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky à propos de la manifestation, “la construction d’identités collectives stratégiques s’appuie sur les scénographies manifestantes” »⁶². En effet, ces mises en scène lors des actions de contestation et plus globalement les productions iconographiques « peuvent s’avérer propices pour examiner les “dispositifs de sensibilisation mémorielle”⁶³ des mouvements sociaux. Ces dispositifs ont notamment pour finalité d’entretenir les fondements identitaires des communautés militantes en générant des réactions affectives partagées »⁶⁴.

Un bon exemple de ce dispositif de sensibilisation mémorielle est le die-in organisé par l’association BureStop 55 en 2005 à Bar-le-Duc. Durant cette manifestation, certains militants revêtaient des combinaisons de protection nucléaire⁶⁵ afin de matérialiser la présence de la radioactivité dans l’air si les déchets étaient enfouis. De plus, les poubelles ramenées sur le site de la démonstration, taguées avec des slogans contestataires (ex : « Lobbie nucléaire = intox »), permettent de représenter les déchets tandis que le recours au die-in, c’est-à-dire le fait de s’allonger sur la voie publique en simulant la mort, permet aux mouvements sociaux de symboliser le risque de mort que causerait un accident au sein du projet Cigéo⁶⁶.



⁶² Dézé, Alexandre, « Pour une iconographie de la contestation », *Cultures & Conflits*, 91/92 | automne/hiver 2013

⁶³ Traïni, Christophe et Siméant Johanna, « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », in Traïdi Christophe (ed), *Émotions...*, op.cit., p. 25.

⁶⁴ Dézé, Alexandre, « Pour une iconographie de la contestation », *Cultures & Conflits*, 91/92 | automne/hiver 2013

⁶⁵ Annexe n°2

⁶⁶ Ibid

Beaucoup de ces symboles sont issus de mouvances antinucléaires non seulement françaises mais également internationales. Si nous nous intéressons aux mouvements de contestation en Allemagne, on se rend compte que bon nombre de ces représentations iconographiques étaient également utilisées. C'est notamment le cas en 1975 lorsque des militants écologistes ont pris possession et ont occupé le site sur lequel était prévue la construction d'une centrale nucléaire à Wyhl, une commune allemande du Bade Wurtemberg. Au cours des manifestations, nous pouvions notamment retrouver des têtes de mort sur plusieurs banderoles et panneaux de contestation. Par ailleurs, des visuels représentant des réacteurs nucléaires barrés étaient également utilisés ; comme ce sera le cas par la suite dans les mouvances nucléaires et dans les productions des mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. Ces derniers partagent également avec ce mouvement allemand le fait de faire d'une forêt un symbole de lieu à protéger. Ainsi, les militants allemands des années 70 défendaient la forêt de Wyhl avec des pancartes dont le slogan était : « Remplacer une telle nature par une centrale nucléaire, est-ce une victoire ? »⁶⁷. De la même manière de nombreux opposants au projet Cigéo ont occupé le bois Lejuc alors que l'Andra s'était déjà installée et commençait « des travaux préalables de défrichage »⁶⁸. Dans les deux cas, la défense de la forêt et du bois sont des éléments qui symbolisent « un double mal, avec la perte de la forêt au nom d'un progrès au caractère douteux »⁶⁹.



Les mouvements sociaux en place à Bure et luttant contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires se sont ainsi construits une identité collective basée sur des symboles importants issus d'une longue tradition de luttes antinucléaires. Cette construction d'une identité collective a permis à ces

⁶⁷ « Le film de Wyhl (0131FIO013) », sur le site *rhinedits.u-strasbg.fr*, consulté le 3 octobre 2022. [https://rhinedits.u-strasbg.fr/w/index.php/Le_film_de_Wyhl_\(0131FIO013\)#:~:text=Le%2018%20f%C3%A9vrier%201975%2C%20le.police%20deux%20jours%20plus%20tard](https://rhinedits.u-strasbg.fr/w/index.php/Le_film_de_Wyhl_(0131FIO013)#:~:text=Le%2018%20f%C3%A9vrier%201975%2C%20le.police%20deux%20jours%20plus%20tard)

⁶⁸ Q. Zinzius, « Bure et Cigéo : trente ans de lutte contre les déchets radioactifs », *Reporterre*, 31 mai 2021

⁶⁹ « Le film de Wyhl (0131FIO013) », sur le site *rhinedits.u-strasbg.fr*, consulté le 3 octobre 2022. [https://rhinedits.u-strasbg.fr/w/index.php/Le_film_de_Wyhl_\(0131FIO013\)#:~:text=Le%2018%20f%C3%A9vrier%201975%2C%20le.police%20deux%20jours%20plus%20tard](https://rhinedits.u-strasbg.fr/w/index.php/Le_film_de_Wyhl_(0131FIO013)#:~:text=Le%2018%20f%C3%A9vrier%201975%2C%20le.police%20deux%20jours%20plus%20tard)

mouvements sociaux pourtant disparates de se forger un « nous » solidaire. Ce nous est d'ailleurs « une pratique récurrente dans les discours de la communication des mouvements sociaux »⁷⁰ dans la mesure où « le “nous” suscite l'éthos de solidarité »⁷¹. Ce nous, bien que « difficile à définir »⁷², devient ainsi une réalité à Bure et arrive à utiliser un langage contestataire commun afin de se mobiliser contre l'Andra et le projet Cigéo. Cependant, malgré des symboles communs, les productions sont encore difficilement identifiables comme appartenant à un même mouvement. Cela est renforcé par l'aspect parfois très amateur de ces productions, un aspect faisant partie de l'identité des mouvements sociaux et de leur communication permettant de refléter le fait que les militants ne sont pas des professionnels.

C. Une part d'amateurisme, sans cohérence graphique, caractéristique des mouvements sociaux qui mérite d'être nuancé

La communication des mouvements sociaux est souvent qualifiée d'amateur et ce pour plusieurs raisons : manque de moyen, pas perçue comme une priorité, manque de considération, etc. Ce manque de professionnalisme se retrouve ainsi dans les productions émises par les mouvements sociaux luttant contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. Cependant, cet amateurisme sert également un discours qui se veut hors des clous et en rupture avec les institutions qu'il dénonce.

C.1. Une communication qui manque de ressources et de moyens

Comme le décrit très bien l'auteur de l'article « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », les membres de mouvements contestataires sont des « producteurs d'information non professionnels »⁷³. Ce manque de professionnalisme se retrouve très bien par exemple sur les sites internet de BureStop 55, de Bure Zone Libre ou encore de

⁷⁰ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

⁷¹ Ibid

⁷² D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

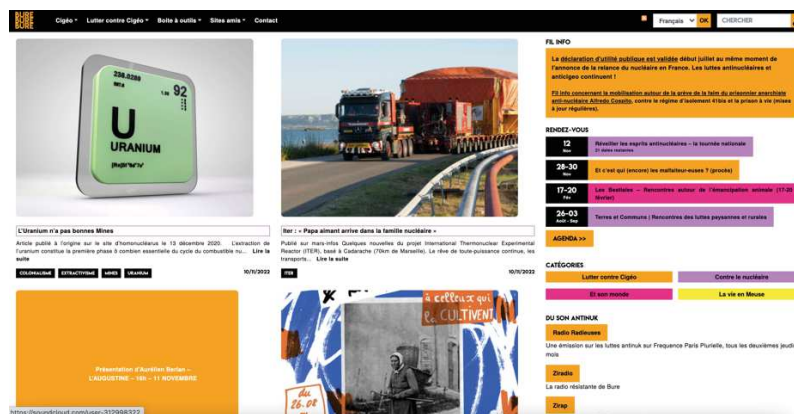
⁷³ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

Bure Bure Bure. Si l'on prend les sites des deux premières associations citées, ce manque de professionnalisme se remarque dès l'étude du nom de domaine de leur site : burestop.free.fr et burezonelibre.noblogs.org. Les mentions «.free » pour le premier et « .noblogs » pour le second, révèlent l'utilisation d'éditeurs de blogs, des outils gratuits, plutôt que des plateformes permettant le développement d'un réel site Web comme Wordpress (système de gestion permettant de créer et de gérer différents types de sites internet). Concernant ces outils, il est d'ailleurs intéressant de se rendre compte que les mouvements sociaux ont su s'en saisir pour proposer des offres qui les représentent. Ainsi, à la différence de BureStop 55 qui est passé par un éditeur créé par l'entreprise Free, Bure Zone Libre a décidé d'utiliser la plateforme NoBlogs, projet qui a pour objectif de « fournir des services de communication [...] aux militants et militantes [...] se reconnaissant dans les prérogatives de notre manifeste : se battre et lutter pour une société plus égalitaire, plus juste, plus libre »⁷⁴ et dont la devise est : « Connecting radical people. Non commercial, antifascist, antisexist, privacy-oriented blog platform »⁷⁵ (Connecter les personnes radicales. Non commercial, antifasciste, antisexiste, plateforme de blog axé sur la confidentialité). En utilisant ce type de blogs, les mouvements sociaux contre Cigéo ont ainsi pu se construire une vitrine et une plateforme d'information leur permettant de relayer leurs messages.

Cependant, ces outils sont très limités en termes de possibilités de web design, c'est-à-dire dans leur conception graphique et architecturale. Alors que les tendances vont plutôt à la sobriété, à la lisibilité et à la facilité de navigation, nous nous retrouvons ici face à des pages d'accueil très chargées pour les sites de BureStop 55 et Bure Bure Bure. À peine arrivés sur ces deux sites, nous faisons face à un amas d'informations et de contenus, non hiérarchisés et dont il est difficile de savoir à quoi ils renvoient. Par exemple, sur le site de BureStop 55, nous pouvons retrouver sur la colonne de droite des accès à des rubriques du site comme des liens vers de la documentation. Il y a également un vrai manque de cohérence graphique notamment dans les couleurs et leur utilisation. Le site de Bure Bure Bure utilise des couleurs très vives (violet, orange, jaune et rose) qui contrastent violemment avec le noir et le blanc également présents.

⁷⁴ NoBlogs.org, sur le site *noblogs.org*. Consulté le 12 septembre 2022. <https://noblogs.org/>

⁷⁵ Ibid.



À gauche la homepage du site de BureStop55 et à droite la page d'accueil du site Bure Bure Bure

Enfin, ces deux sites sont également comparables par leur très grand nombre de pages dont certaines sont difficilement accessibles. À l'inverse, le site de Bure Zone Libre a fait le choix de rester très simple avec des pages faisant penser à des pages de traitement de texte et une architecture globale limitée à six pages et dont la page d'accueil fait office de fil d'actualités.

On se rend ainsi compte que la forme de leurs outils n'est pas forcément la priorité de ces mouvements sociaux lorsqu'ils cherchent à communiquer. Les sites internet évoqués plus haut l'illustrent bien. Il est plus important, pour les collectifs anti-labo, de présenter un maximum d'informations sans pour autant avoir une pensée pour « l'expérience usager ». Cela est d'autant plus vrai pour des outils nécessitant des ressources et des savoir-faire (comme savoir développer un site internet) dont les mouvements sociaux ne disposent pas forcément. C'est pourquoi ces lacunes se retrouvent souvent dans la communication des mouvements sociaux.

C'est ce que montre l'auteur de « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », qui étudie la communication de deux mouvements sociaux belges, en listant les manques dont souffrent les mouvements contestataires quand il s'agit de communiquer : « manque de ressources humaines, manque d'argent et de moyens matériels, manque de temps pour certains et manque de compétences dans certains domaines »⁷⁶. Cette priorité

⁷⁶ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

donnée à une information nombreuse et diversifiée se retrouve également dans l'utilisation des réseaux sociaux. Les pages Facebook de BureStop 55, Bure Zone Libre ou encore de l'EODRA, recèlent un contenu abondant et très varié : relais des événements et des manifestations organisés, relais d'articles de presse, partage des publications d'autres militants, photos, vidéos, dessins de presse, etc. Cette activité foisonnante semble plus répondre à une actualité source de contenu qu'à un calendrier éditorial de publications pensé et programmé avec des objectifs clairs et définis. Ainsi, nous pouvons retrouver des journées où l'activité des pages est très importante tandis que pour d'autres elle est nulle. Par exemple, sur la page de l'EODRA il y a eu le 26 août 2022 quatre activités contre une seule, une semaine plus tôt, le 21 août 2022.

C.2. Un amateurisme qui reflète l'identité des mouvements sociaux

Cependant, cet aspect amateur, en rupture avec les codes d'une pratique plus professionnelle, fait partie de l'identité des mouvements sociaux. Il leur permet de se différencier et de se positionner à l'encontre des prises de paroles très institutionnalisées des institutions et décideurs publics. Les mouvements sociaux, et dans notre cadre d'étude, les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, construisent ainsi un discours à l'image de leur combat et à l'opposé de celui de leur « ennemi », l'Andra. À l'inverse de cette dernière, les mouvements de contestation font le choix de ne pas disposer d'une organisation structurée et hiérarchique ; ce qui « est susceptible d'avoir un impact non négligeable sur la manière dont les mouvements sociaux parviennent à se mettre d'accord sur une ligne de communication commune »⁷⁷. L'amateurisme de la communication des mouvements contestataires étudiés permet ainsi de refléter leur nature et l'authenticité de leur combat.

Enfin, il peut également résider dans la perception qu'ont de la communication les acteurs de ces mouvements. En effet, avec Internet et encore plus avec les réseaux sociaux, la communication a connu une importante démocratisation pouvant provoquer le sentiment que désormais, la communication, « n'importe qui peut s'en charger »⁷⁸. Il est possible pour eux de disposer de plateformes leur permettant

⁷⁷ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

⁷⁸ Ibid.

d'être maîtres de leurs discours et de relayer l'information qui leur correspond et qui leur convient. Cette démocratisation est allée encore plus loin avec des outils gratuits (à la condition d'avoir un ordinateur) permettant de faciliter grandement la Publication assistée par ordinateur (PAO) afin de produire un grand nombre de supports de communication à l'aspect professionnel. Les mouvements sociaux luttant contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure ont ainsi publié plusieurs brochures, flyers, guides et manuels comme un manuel intitulé *En GAV je n'ai RAD*⁷⁹. Dans celui-ci est expliquée, sous la forme d'une bande dessinée, quelle attitude adopter pour les militants se retrouvant au commissariat, en garde à vue.

MANUEL BD
DE CONSEILS
EN G.A.V



— ΔΙΚΕΝΗΤΙ ΚΑΜΕ - ΔΕΔΟΥΡΟΝ ΚΑΙ ΔΟΥΡΗΝ ΤΕΣ ΠΕΡΙΤΥΛΕΣ.

Ainsi, si comme nous l'avons déjà vu, les « activistes sont des producteurs d'information non professionnels », il y a une « certaine professionnalisation de la communication »⁸⁰. L'association d'élus EODRA dispose par exemple d'une personne au sein de son organisation chargée de la communication. Elle a notamment géré le projet de création d'une bande dessinée, *Panique à Bure*, en coordonnant l'ensemble des personnes impliquées : « Pour la création de cette bande dessinée, nous avons fait appel à Pascal Laurent, connu de notre association puisqu'il réalise notre communication depuis près de trois années. [...] Toutes les

⁷⁹ Cf annexe n°6

⁸⁰ « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

étapes la concernant : synopsis, scénario, recherches, etc., ont été [...] menées par les militants en lien avec l'auteur »⁸¹.

Les mouvements sociaux contre Cigéo ont ainsi pu produire un grand nombre d'outils de communication. Cependant, sur aucun d'entre eux nous ne pouvons retrouver une cohérence graphique commune et collective. Cela reflète ainsi une certaine part d'amateurisme et d'incapacité (ou une volonté) à s'organiser derrière un logo commun, permettant une identification des productions et de leur émetteur. Si « trouver un logo n'est pas une étape obligatoire dans le processus de création d'un mouvement social »⁸², cela peut poser un problème pour établir une stratégie de communication forte : « Le sentiment d'identité collective est crucial. Le public doit se sentir appartenir au mouvement, et cela passe évidemment par l'utilisation d'éléments formels comme un nom ou un logo accrocheur »⁸³.

Ainsi, les mouvements sociaux luttant contre le projet Cigéo font, comme beaucoup d'autres mouvements sociaux, preuve d'un certain amateurisme dans leur communication. Cet amateurisme se retrouve notamment dans le développement de leurs outils et leur manque de cohérence graphique. Cependant, s'il a eu tendance à s'estomper, il permet également d'illustrer et de matérialiser une authenticité entrant en rupture avec la parole très institutionnalisée de l'Andra. Cela leur permet notamment d'asseoir leur position d'opposants.

Les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure ont donc mis en place collectivement une stratégie de communication d'abord interne pour fixer les objectifs et les moyens d'atteindre leur lutte. Ainsi, une fois leur ennemi défini, à savoir l'Andra et son laboratoire, les collectifs anti-labo ont pu se tourner vers l'extérieur pour chercher à mobiliser et à inscrire leur lutte à l'agenda médiatique et politique. Ce passage obligatoire leur a permis de mobiliser bien au-delà de la sphère locale et d'être rejoints par d'autres

⁸¹ « Panique à Bure », sur le site [helloasso.com](https://www.helloasso.com/associations/eodra/collectes/panique-a-bure). Consulté le 13 septembre 2022.

⁸² « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.

⁸³ Ibid.

mouvances antinucléaires. À partir de ce moment-là, la communication des mouvements contestataires présents à Bure s'est articulée autour de symboles forts, issus des luttes antinucléaires et plus globalement écologistes. L'usage de ces symboles et la construction d'un discours commun leur ont permis de constituer un « nous » puissant et solidaire décidé à se soutenir, via les différents outils mis en place pour faire connaître leur cause. Ce discours commun, rattaché à des symboles réunificateurs, a également permis de mobiliser de manière importante des militants producteurs d'une communication, majoritairement très amatrice. Cet amateurisme, parfois très prégnant renforce leur identité contestatrice, comme si les mouvements sociaux étaient incapables d'être des émetteurs professionnels, même si les mouvements sociaux contre le projet Cigéo ont su profiter de la démocratisation des outils numériques et de la communication pour se professionnaliser. Cependant, le discours de ces mouvements d'opposition a encore du mal à gagner en légitimité et le risque contre lequel ils se battent est encore mal perçu. Notre première hypothèse qui veut que les mouvements sociaux contre le projet Cigéo aient cherché à mobiliser essentiellement à l'échelle locale se retrouve peu vérifiée. Les premières phases de communication ont plutôt permis de mobiliser les membres internes à la contestation, qui cherchaient à être galvanisés, puis plus largement des publics issus notamment d'autres mouvances anti-nucléaires.

Pour être capables de « surveiller, produire et distribuer les informations politiques qui sont souvent négligées par les organes médiatiques traditionnels »⁸⁴, les mouvements sociaux doivent donc dépasser la seule communication mobilisatrice pour tenter de faire émerger une culture du risque spécifique à l'enfouissement de déchets nucléaires.

⁸⁴ Y. Breindl, « Activists as News Producers », in T. Witschge, C. W. Anderson, D. DOMINGO, A. Hermida (dir.), *The SAGE Handbook of Digital Journalism*, Londres, SAGE Publications, 2016, p. 254.

II/ L'EMERGENCE D'UNE CULTURE DU RISQUE FOCALISÉE SUR L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES A BURE

Si la communication des mouvements sociaux à Bure a eu pour objectif premier de faire connaître leur lutte et de mobiliser, elle a su, au fil des années, évoluer pour gagner en légitimité et être en mesure de se confronter à armes presque égales à la communication de l'ennemi défini : l'Andra, créatrice selon eux d'une « fausse conscience »⁸⁵ (A). C'est pour gagner cette légitimité que les mouvements sociaux se sont saisis du concept de culture du risque pour l'appliquer à l'enfouissement de déchets nucléaires et, donc radioactifs, et aux conséquences de cette action sur les générations futures (B). C'est avec cette idée claire de vouloir faire prendre conscience à tous les publics (élus, citoyens, enfants, etc.) du risque que représente le projet Cigéo, que les mouvements sociaux ont mis en place une communication de plus en plus pédagogique, matérialisée par des outils diversifiés (C).

A. La construction d'une fausse conscience par l'ANDRA : une communication pour éteindre les vellétés des mouvements sociaux

A.1. Une communication pour minimiser le risque nucléaire mais pas l'invisibiliser

À l'inverse de la communication des mouvements sociaux qui, comme nous l'avons vu précédemment, peut s'avérer amatrice, la communication de l'Andra est quant à elle très professionnelle. L'institution à la tête du projet Cigéo met ainsi tout en place pour atteindre un objectif très clair : minimiser, voire occulter, les risques que peuvent représenter les déchets nucléaires radioactifs et leur enfouissement. Cet impératif de minimiser les risques autour du risque nucléaire est renforcé par le postulat mis en évidence par Nicolas Couégnas et Marie-Pierre Halary : « Le nucléaire, par nature, est spatialement invisible »⁸⁶. Un constat qui s'étend également aux déchets générés par l'énergie nucléaire : « Dans un autre registre, l'enfouissement des déchets radioactifs relève également de cette spatialité sans

⁸⁵ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

⁸⁶ Couégnas Nicolas, Halary Marie-Pierre. « Signification et communication du risque : le cas du nucléaire. » In: *Quaderni*, n°48, Automne 2002. Le risque : les choix technopolitiques. pp. 89-99

visibilité »⁸⁷. Cette invisibilité renforce le dilemme qui se pose à toute autorité cherchant à communiquer sur les risques et la sûreté qui y est liée. En effet, communiquer sur un risque c'est choisir entre : « Montrer leur action de gestion, avec ses difficultés et ses mesures coercitives, et laisser s'infiltrer le risque dans leur discours »⁸⁸, ou rejeter « radicalement le risque et communiquer sur son absence »⁸⁹. Avec le risque du nucléaire et celui de l'enfouissement des déchets nucléaires, ce dilemme est renforcé dans la mesure où leur invisibilité et leur complexité technique et scientifique, nuisant à la bonne compréhension de tous, poussent à occulter les risques liés et les conséquences anxiogènes qu'une catastrophe nucléaire peut avoir à court, moyen, long et même très long terme.

Face à « ce risque qui ne peut supporter, de par sa gravité et son envergure spatiale et temporelle, le moindre dysfonctionnement »⁹⁰, l'Andra mène une communication hybride, située à la rencontre des deux points de ce dilemme. En effet, avec toutes les actions de communication qu'elle mène, il serait difficile de l'accuser de cultiver un culte du secret autour du projet d'enfouissement de déchets nucléaires. Cela semble même être plutôt l'inverse. Avec un budget communication estimé à « un peu plus d'un million d'euros par an »⁹¹, l'Andra possède les moyens de déployer un plan de communication très important, dont les traces sont omniprésentes sur le territoire du projet Cigéo : « *Quand tu arrives sur place, tu comprends tout de suite, il suffit de discuter avec les gens. Et d'ouvrir les yeux. Il y a des panneaux publicitaires pour l'agence partout* »⁹², témoigne pour *Reporterre*, Gaspard d'Allens, journaliste installé en Meuse depuis 2016. Dans la même veine, l'Andra publie et distribue gratuitement et très largement un magazine appelé *Le Journal de l'Andra* : « Tous les trimestres, les Meusiens et les Haut-Marnais voient tomber gratuitement dans leur boîte aux lettres le journal de l'Andra. Soit un tirage à plus de 280 000 exemplaires »⁹³. À titre de comparaison, l'association EODRA, soutenue par cinq associations (dont la Fondation Danielle Mitterrand, dotée d'un

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ Ibid.

⁹⁰ Couégnas Nicolas, Halary Marie-Pierre. « Signification et communication du risque : le cas du nucléaire. » In: *Quaderni*, n°48, Automne 2002. Le risque : les choix technopolitiques. pp. 89-99

⁹¹ Goument, Raphaël, « Déchets nucléaires : l'ANDRA paye des médias pour orienter l'opinion en faveur de Cigéo », *Reporterre*, 21 janvier 2019

⁹² Ibid.

⁹³ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

budget annuel en 2021 qui s'établit à 771 469€⁹⁴), n'a pu tirer sa bande dessinée, *Panique à Bure*, qu'à trente-cinq mille exemplaires. Ainsi, avec l'ensemble de tous ces outils, qui ne sont qu'un échantillon de la stratégie de communication à un million d'euros de l'Andra, il serait faux de dire que l'agence mette tout en place pour « installer les conditions d'un non-savoir, qui vient renforcer et illustrer, si l'on peut dire, la culture du secret qui semble encore faire loi dans l'univers du nucléaire »⁹⁵.

À la différence d'autres instances liées au nucléaire, l'Andra semble plutôt prête à ouvrir ses portes et à casser le mythe du secret nucléaire. Cette stratégie a ainsi pour objectif de prendre les mouvements sociaux à contre-pied en offrant une information légitimée par le statut institutionnel de son émetteur, minimisant les risques de Cigéo et garantissant sa faisabilité et sa réussite. Pour cela, l'Andra s'inspire des nucléocrates : « Depuis la fin des années 1980 [...], les nucléocrates se sont attachés à dominer les secteurs qui participent à l'élaboration d'une fausse conscience », note l'Association contre le nucléaire et son monde (ACNM), qui précise qu'ils investissent « le champ culturel, artistique, journalistique, éducatif... Toutes les professions qui font office de médiations institutionnelles »⁹⁶.

La première étape de l'Andra dans cette démarche est la construction d'une écothèque, dès le début des années 2000. Son objectif est de « conserver sur le long terme un maximum d'échantillons prélevés dans le cadre de l'Observatoire Pérenne de l'Environnement. Cette installation doit permettre de garantir la traçabilité et l'intégrité des échantillons pendant une période d'au moins cent ans. Il s'agit de conserver les échantillons permettant de définir l'état de référence initial du site où sera implanté Cigéo, le futur stockage profond de déchets radioactifs en Meuse/Haute-Marne »⁹⁷. Avec cette écothèque, l'Andra se place comme garante de la préservation de la biodiversité locale et minimise l'impact de l'enfouissement de déchets nucléaires. Cependant, l'existence même de cet établissement prouve les conséquences et les ravages que le projet Cigéo peut avoir sur la faune et la flore locales.

⁹⁴ « Transparence financière », sur le site fondationdaniellemitterrand.org, consulté le 30 septembre 2022. <https://fondationdaniellemitterrand.org/les-chiffres-de-france-libertes/>

⁹⁵ Couégnas Nicolas, Halary Marie-Pierre. « Signification et communication du risque : le cas du nucléaire. » In: *Quaderni*, n°48, Automne 2002. Le risque : les choix technopolitiques. pp. 89-99

⁹⁶ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

⁹⁷ « Écothèque », site ope.andra.fr, consulté le 18 septembre 2022, http://ope.andra.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=28&Itemid=166&lang=fr

A.2. Un important travail de sémantique mené par l'Andra

Un autre gros travail mené par l'Andra pour minimiser les risques liés au projet de stockage en profondeur de déchets radioactifs porte sur la sémantique. Nous l'avons déjà vu précédemment mais cette réforme sémantique englobe notamment le lieu même, défini comme un laboratoire et non comme un site d'enfouissement : « Premier acte : une réforme sémantique. Le terme "laboratoire" remplaçait avantageusement l'expression anxiogène de "site d'enfouissement" »⁹⁸. Cette réforme sémantique est notamment très utile pour l'Andra dans la fabrique du consentement au projet des populations⁹⁹. Elle lui permet notamment de présenter Cigéo sous son meilleur jour via des journées portes ouvertes, des visites scolaires du laboratoire ou des concours artistiques¹⁰⁰.

A.3. Une stratégie de communication offensive envers les jeunes

Les jeunes publics sont d'ailleurs particulièrement visés par les actions et la communication de l'Andra. Un très bon exemple de sa stratégie visant les jeunes est l'exposition « La radioactivité, de Homer à Oppenheimer ». À l'intérieur de celle-ci, tout est fait pour rendre la radioactivité « *trop classe* »¹⁰¹. Accueil par « Tom l'Atome », celui qui est à l'origine de la radioactivité ; présentation de « Hulk, le géant vert, Spiderman mordu par une araignée irradiée, les quatre fantastiques et une série de super-héros tous dopés par la radioactivité »¹⁰² ; mise en place d'un becquerelomètre pour que les enfants « rigolent et comparent leurs taux »¹⁰³ de radioactivité ; l'ensemble de l'exposition semble célébrer la radioactivité et chercher à préparer « les génération futures à aimer la radioactivité, à ne plus en avoir peur »¹⁰⁴.

⁹⁸ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

⁹⁹ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

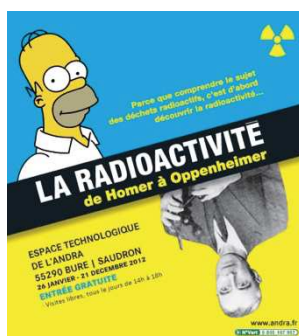
¹⁰⁰ Goument, Raphaël, « Déchets nucléaires : l'ANDRA paye des médias pour orienter l'opinion en faveur de Cigéo », *Reporterre*, 21 janvier 2019

¹⁰¹ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹⁰² Ibid.

¹⁰³ Ibid.

¹⁰⁴ Goument, Raphaël, « Déchets nucléaires : l'ANDRA paye des médias pour orienter l'opinion en faveur de Cigéo », *Reporterre*, 21 janvier 2019



Bonjour! Je m'appelle Tom l'Atome, retrouve moi sur les pages du site.

Dans la même veine et au-delà des scolaires, l'Andra mise énormément sur les réseaux sociaux et plus particulièrement YouTube. La plateforme vidéo est en effet le deuxième site le plus visité en France et le premier réseau social en termes d'utilisation, notamment chez les 18-34 ans qui représentent 55% des utilisateurs français¹⁰⁵. Cependant, l'Andra n'investit pas seulement la plateforme en proposant son propre contenu sur sa chaîne YouTube. Elle fait également appel à des créateurs de contenus déjà bien installés : « Simon Puech, Anonimal et Dave Sheik, qui totalisent à eux trois près de 700 000 abonnés, ont sorti durant l'été 2018 des vidéos pour le moins élogieuses autour de Cigéo »¹⁰⁶. Ces vidéos, comme en témoigne Anonimal, ont été financées et rémunérées par l'Andra, tandis que Dave Sheik avoue avoir reçu quelques recommandations et savoir que cette vidéo « *fait totalement stratégie de communication, je ne suis pas aveugle* »¹⁰⁷.

Ainsi, via toutes ces actions de communication, l'Andra « prépare les esprits des futures générations »¹⁰⁸ à accepter le projet d'enfouissement de déchets nucléaires. Les exemples étudiés précédemment ne sont d'ailleurs qu'une petite partie de l'ensemble des actions menées. Outre l'aspect pédagogique et ludique, l'Andra a notamment investi le champ de l'information. Elle a, par exemple, co-créé un numéro spécial pour le journal *L'Actu*, journal destiné aux adolescents. Elle a également



¹⁰⁵ Gué, Victoire « Les chiffres YouTube à connaître en 2022 », sur le site *blog.hubspot.fr*, consulté le 18 septembre 2022. <https://blog.hubspot.fr/marketing/chiffres-youtube#:~:text=YouTube%20comptabilise%20890%20millions%20de,%2C6%20%25%20d'hommes>

¹⁰⁶ Goument, Raphaël, « Déchets nucléaires : l'ANDRA paye des médias pour orienter l'opinion en faveur de Cigéo », *Reporterre*, 21 janvier 2019

¹⁰⁷ Goument, Raphaël, « Déchets nucléaires : l'ANDRA paye des médias pour orienter l'opinion en faveur de Cigéo », *Reporterre*, 21 janvier 2019

¹⁰⁸ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

conçu son propre média en ligne, *Les Arpenteurs*, avec l'aide du média *Usbek & Rica* auquel l'agglomération de Nantes avait fait appel pour lancer un média sur les bienfaits de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Le projet Cigéo devient ainsi une « aventure industrielle » et scientifique dans laquelle tout est contrôlé et le risque complètement absent, comme cela est présenté dans le numéro de *L'Actu* : « Des études scientifiques sont menées pour s'assurer que Cigéo restera sûr face à n'importe quel phénomène »¹⁰⁹.

Cette présentation et cette vision sont donc très partielles. À aucun moment l'Andra n'évoque les expériences comparables qui ont eu lieu à l'étranger et qui ont échoué. Ce sont les mouvements sociaux qui vont s'en occuper via leur communication. Ces derniers mettent ainsi en place les bases pour créer une culture du risque spécifique à l'enfouissement de déchets nucléaires radioactifs afin de déconstruire la fausse conscience et l'image « cool »¹¹⁰ donnée aux déchets, à la radioactivité et à Cigéo par l'Andra.

B. Vers une culture du risque liée à l'enfouissement des déchets qui devient moteur de légitimité du mouvement

B.1. Créer une culture du risque pour lutter face à la « fausse conscience »

L'idée de créer une culture du risque ne vient pas de nulle part. En effet, et comme le dit la loi du 13 août 2004, une culture d'un risque tient de la responsabilité de tous : « La sécurité civile est l'affaire de tous. Tout citoyen y concourt par son comportement. Une véritable culture de la préparation au risque et à la menace doit être développée ». Ce partage de la responsabilité d'une culture du risque, c'est-à-dire la connaissance qui permet aux acteurs d'adopter des comportements adaptés en cas de catastrophe, peut donc relever de toute initiative citoyenne. L'émergence d'une culture du risque technologique est d'autant plus importante en France qu'un tiers de la population ignore s'il vit à côté d'un site classé Seveso (sites qui produisent ou stockent des substances pouvant être dangereuses pour l'homme et l'environnement¹¹¹) selon une étude Odoxa de 2019. Cette méconnaissance est

¹⁰⁹ Goument, Raphaël, « Déchets nucléaires : l'ANDRA paye des médias pour orienter l'opinion en faveur de Cigéo », *Reporterre*, 21 janvier 2019

¹¹⁰ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹¹¹ « Seveso », sur le site [gironde.gouv.fr](https://www.gironde.gouv.fr), consulté le 18 septembre 2022. <https://www.gironde.gouv.fr/layout/set/print/Politiques->

encore plus vraie pour les risques nucléaires qui, comme nous l'avons vu, sont « spatialement invisibles »¹¹² et difficiles à comprendre. Ainsi, construire un risque nucléaire a pris « une place primordiale dans les thèmes développés par la mouvance antinucléaire »¹¹³.

Pour faire face à cette méconnaissance et lutter efficacement face à la « fausse conscience » développée par la parole institutionnelle de l'Andra, les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires se saisissent de ce cadre légal pour construire une culture du risque sur le stockage en profondeur de déchets radioactifs. Cette appropriation par de nouveaux acteurs est d'ailleurs une méthode très efficace selon le Cerema (établissement public sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires qui accompagne l'État et les collectivités territoriales pour l'élaboration, le déploiement et l'évaluation des politiques publiques d'aménagement et de transport) qui affirme dans son rapport « Culture du risque : recueil et analyse d'actions innovantes en France » : « Le développement de la culture du risque peut être délivrée par divers profils, autres que ceux issus de l'État ou des collectivités »¹¹⁴. Les mouvements sociaux luttant contre l'enfouissement de déchets nucléaires décident donc de mobiliser le pouvoir d'impact qu'ils ont acquis par leur mobilisation, leurs actions et leur volonté inébranlable de voir s'arrêter le projet Cigéo. Cependant, pour construire leur discours et éviter que leur parole ne soit jugée comme partielle, partisane et dépourvue d'objectivité, les mouvements sociaux ont dû asseoir la crédibilité de cette parole et sa légitimité.

B.2. Gagner en légitimité grâce à une parole scientifique

Pour cela, ils suivent notamment l'une des principales recommandations du Cerema pour construire une culture du risque en mobilisant « le témoignage de professionnels ou d'experts tels que des "grands témoins" [... qui] sera apprécié compte-tenu de leur compétence dans leur domaine, celui des habitants ou citoyens

[publiques/Seveso#:~:text=Ainsi%20la%20classification%20est%20divis%C3%A9e,seuil%20haut%20de%205000%20tonnes.](#)

¹¹² Couégnas Nicolas, Halary Marie-Pierre. « Signification et communication du risque : le cas du nucléaire. » In: *Quaderni*, n°48, Automne 2002. Le risque : les choix technopolitiques. pp. 89-99

¹¹³ Chambru, Mikael. « L'espace public à l'épreuve du phénomène antinucléaire en France (1962-2012) ». *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, ESSACHESS editors, 2014, 7 (13), pp. 33-43.

¹¹⁴ Cerema. « Culture du risque. Recueil et analyse d'actions innovantes en France ». 2019

pour leur expérience ou leur vécu de situations à risque »¹¹⁵. Les mouvements sociaux que nous étudions décident ainsi d'enrôler des scientifiques et des ingénieurs permettant d'apporter une expertise et venant appuyer leur discours. C'est notamment le cas de Bernard Thuillier, ingénieur agronome et docteur en Sciences de l'Université de Reims Champagne-Ardenne qui suit le projet depuis 2012 et qui a produit pour l'association Stop Bure 55 un grand nombre de documents expliquant les méfaits de ce projet. On peut ainsi évoquer le cas d'un dossier dans lequel il relate l'histoire du projet, décrit ce qu'est le stockage en grande profondeur mais surtout dans lequel il énumère les risques de ce projet : rejets gazeux, explosions et incendies¹¹⁶. Les mouvements donnent aussi la parole aux habitants et notamment aux agriculteurs locaux qui témoignent de leur refus de voir ce projet se faire pour différentes raisons : « La problématique de l'enfouissement sachant qu'on ne maîtrise pas du tout la situation, d'autant si c'est pas réversible, à 500m, sans savoir comment ça va se comporter, et compte tenu des catastrophes qu'on a eues depuis... on a beaucoup plus de raisons de douter ! Tchernobyl et Fukushima je veux dire »¹¹⁷. Ce témoignage révèle ainsi la peur qui peut être attachée au sujet du nucléaire et de la radioactivité, notamment pour des personnes qui ont en mémoire les dernières catastrophes et leurs conséquences. Les mouvements se saisissent donc de ces peurs et de ces mémoires pour les valoriser, en parallèle d'un discours scientifique. Ainsi, ils arrivent pas à pas à bâtir cette culture du risque sur l'enfouissement de déchets nucléaires.

B.3. Créer une mémoire des catastrophes liées à l'enfouissement de déchets nucléaires

Le rapport à la mémoire est d'ailleurs une technique qu'ils vont approfondir et développer. C'est une autre recommandation du Cerema pour construire efficacement une culture du risque : « La commémoration d'un événement marquant du passé constitue une opportunité pour développer la culture du risque et notamment raviver les mémoires »¹¹⁸. Si les mémoires des catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima sont évidemment dans toutes les têtes, ces dernières participent plus à la culture du risque nucléaire dans son ensemble, qu'à celle de

¹¹⁵ Cerema. « Culture du risque. Recueil et analyse d'actions innovantes en France ». 2019.

¹¹⁶ Cf Annexe n°8

¹¹⁷ « Entretien avec Jean-Pierre, agriculteur en lutte contre Cigéo », sur le site *bureburebure.info*, consulté le 18 septembre 2022. <https://bureburebure.info/brochures/>

¹¹⁸ Cerema. « Culture du risque. Recueil et analyse d'actions innovantes en France ». 2019

l'enfouissement des déchets nucléaires. Les mouvements sociaux se tournent donc vers d'autres tentatives similaires à l'étranger et mettent en évidence leurs échecs. C'est notamment le cas pour le site Waste Isolation Pilot Plant (WIPP) aux États-Unis. Celui-ci accueille depuis 1999 les déchets du programme d'armement nucléaire dans le désert du Nouveau-Mexique. Si pendant quinze années tout s'est bien passé, un fût a fini par éclater et libérer des rejets de plutonium et d'américium en surface. Les ingénieurs avaient alors « prévu qu'un accident de ce type se produirait une fois tous les 200 000 ans » : « Tout ce qui n'aurait jamais dû se produire se produisit, et tout ce qui aurait dû fonctionner ne fonctionna pas »¹¹⁹.

La mémoire de cet accident, qui « n'aurait jamais dû arriver », ce sont les mouvements sociaux qui vont l'entretenir, tandis que l'Andra omet complètement d'évoquer cet échec et les conséquences qu'il a pu avoir. Nous pouvons ainsi retrouver plusieurs articles sur cet accident dans un dossier consacré à ce sujet sur le site de BureStop 55. De même, dans la brochure « Bure : Stop ! Déchets nucléaires ne pas enfouir ! Ni ici, ni ailleurs », une page complète est dédiée à cet accident américain dans une rubrique intitulée « Pourquoi on n'a pas confiance ». Enfin, les mouvements organisent plusieurs conférences pour, non seulement entretenir une mémoire de ces échecs et des catastrophes qui leur sont liées, mais aussi pour expliquer scientifiquement les causes et les conséquences. Par exemple, l'association BureStop 55 a participé à un cycle de conférences intitulé « Le fiasco de l'enfouissement des déchets radioactifs »¹²⁰. Au cours de ce dernier, Dominique Boutin, expert indépendant, membre du réseau Énergie de France Nature Environnement et réalisateur en co-expertise avec l'IRSN d'un rapport sur les accidents du WIPP, revenait donc sur l'échec de ce même WIPP mais aussi sur les différents aléas connus en Allemagne, en Suède et en France. La volonté des mouvements sociaux de rappeler cet accident et l'échec de ce projet est renforcée par le fait que les déchets nucléaires enterrés au Nouveau-Mexique sont bien moins radioactifs que ceux prévus pour Cigéo.

Ainsi, avec la construction d'une mémoire sur les échecs et les conséquences de ces échecs de projets d'enfouissement comparables, les mouvements sociaux réussissent à fixer les bases d'une culture du risque sur l'enfouissement de déchets

¹¹⁹ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹²⁰ « Conférence : Le fiasco de l'enfouissement des déchets radioactifs », sur le burestop.free.fr, consulté le 26 septembre 2022. <http://burestop.free.fr/spip/spip.php?article908>

nucléaires. Des bases confortées par un discours scientifique dont l'ensemble permet à ces mouvements de contestation de gagner en légitimité. Cette légitimité, ils l'obtiennent également par leur communication et leur choix de la placer sur l'axe Risque/Assurance décrit dans l'article « Signification et communication du risque : le cas du nucléaire ». Les auteurs identifient ainsi deux angles de communication pour évoquer le risque et plus particulièrement le risque nucléaire : le premier est « l'axe sûreté/danger » selon lequel la sûreté « qui n'accepte par principe dans son domaine que de minimes incidents, fait émerger son contradictoire, [...] le danger, forme intensive du risque » ; le deuxième est « l'axe risque/assurance » sur lequel « l'acceptation originelle d'un état risqué fait émerger un contradictoire positif, qui correspond à ce que l'on peut appeler l'assurance »¹²¹. En se plaçant sur ce deuxième axe, les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure acquièrent une légitimité qu'il n'est pas forcément possible d'avoir lorsqu'une communication sur un risque est basée sur l'axe sûreté/danger.

L'Andra, elle, se place dans une certaine mesure sur cet axe et laisse ainsi une place importante au « danger », ne basant sa légitimité que « sur son pouvoir »¹²² et son discours institutionnel. À la différence, les mouvements sociaux, en ayant fait émerger le risque lié au stockage en profondeur et donc à Cigéo, prennent la place laissée vacante pour réaliser des opérations communicantes et créer « une conscience collective de l'existence du risque »¹²³. Cette volonté forte de susciter une conscience collective de la présence et de l'existence du risque pousse les mouvements sociaux à multiplier les actions de communication pédagogique via des outils très différents destinés à tous les publics et tous les âges.

C. Une communication pédagogique des mouvements sociaux au service de la sensibilisation des publics au risque

Les mouvements sociaux luttant contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure ont peu à peu acquis une certaine légitimité dans leurs discours de contestation grâce à l'appui de la parole scientifique, à l'entretien de la mémoire des échecs de projets similaires ou encore grâce à une communication qui a fait exister le risque du stockage en profondeur de déchets hautement radioactifs. Cette

¹²¹ Couégnas Nicolas, Halary Marie-Pierre. « Signification et communication du risque : le cas du nucléaire. » In: *Quaderni*, n°48, Automne 2002. Le risque : les choix technopolitiques. pp. 89-99

¹²² Ibid

¹²³ Ibid

légitimité est, comme nous l'avons vu précédemment, issue de la construction d'une culture du risque, d'un risque spécifique lié au projet Cigéo. L'un des enjeux pour ces mouvements sociaux est désormais de consolider cette culture du risque en passant notamment par une communication plus pédagogique, à destination d'un public plus jeune et en ayant recours à diverses formes de productions notamment artistiques.

C.1. Diversifier les outils de communication pour créer une culture du risque

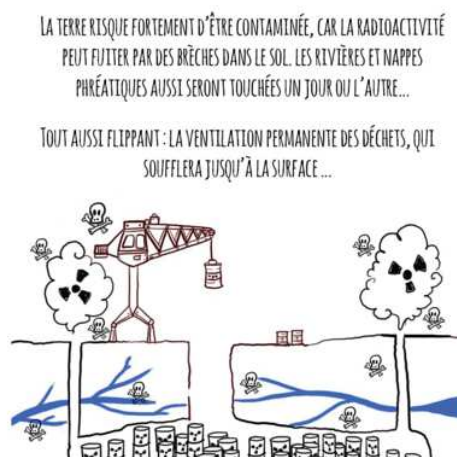
Pour ce faire et pour continuer de faire émerger l'idée que Cigéo est une source de risque, les mouvements sociaux que nous étudions diversifient leurs outils de communication pour développer des supports pédagogiques et ludiques. Ce choix n'est ni anodin ni le fruit du hasard puisqu'il est conseillé par le Cerema pour construire une culture du risque : « L'utilisation d'outils ludiques et/ou pédagogiques permet d'éduquer et de former de nombreux publics et pas que de jeunes populations qui y sont malgré tout particulièrement sensibles »¹²⁴. Ainsi, ce sont notamment plusieurs bandes dessinées qui vont voir le jour du côté des mouvements de contestation. L'Eodra, association d'élus contre le projet Cigéo, est à l'origine de la bande dessinée *Panique à Bure* dessinée par Péhel, tandis que nous pouvons retrouver deux bandes dessinées sur le site bureburebure.info : une sur l'attitude à adopter en garde à vue et l'autre intitulée *Cigéo, mon boule*.



Ces bandes dessinées présentent notamment l'avantage d'associer efficacement des illustrations pédagogiques sur le fonctionnement d'un site d'enfouissement à des textes d'explications très pédagogiques. C'est aussi un outil qui permet des digressions et de jouer sur le ton de l'humour.

¹²⁴ Cerema. « Culture du risque. Recueil et analyse d'actions innovantes en France ». 2019

Par exemple, dans la BD *Cigéo, mon boule*, l'auteur et dessinatrice se permet une comparaison entre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires et le fait de ranger sa chambre : « Stocker les déchets sous terre ? C'est comme si je rangeais ma chambre... [...] en cachant tout sous mon lit »¹²⁵. Dans cette même bande dessinée, il est évoqué les risques et catastrophes possibles si jamais le projet se réalisait : « Et on fait quoi si il y a un accident ? Une fuite ? Un séisme ? Un problème de ventilation ? Un camion qui fait une sortie de route ? Un fût qui explose ? Une nappe phréatique contaminée ? Une guerre ? Un manque de moyens pour l'entretien ? Une catastrophe nucléaire dans une centrale proche ? »¹²⁶. Par le biais d'un dessin et d'un texte très simple, l'auteur et dessinatrice arrive ainsi à évoquer l'ensemble des scénarios possibles, même les plus inimaginables. Cela continue, deux pages plus loin, avec une illustration¹²⁷ montrant les risques de contamination de la nappe phréatique présente à cet endroit mais aussi le risque d'une ventilation rejetant à la surface des vapeurs toxiques : « La ventilation permanente des déchets, qui soufflera jusqu'à la surface... »¹²⁸.



¹²⁵ La Chance, Hortense, *Cigéo, mon boule*, 2016, pp. 6

¹²⁶ Ibid, pp. 13

¹²⁷ Cf Annexe 10

¹²⁸ La Chance, Hortense, *Cigéo, mon boule*, 2016, pp. 15

C.2. Focus sur les bandes dessinées produites par les mouvements sociaux contre le projet Cigéo

Le recours à la bande dessinée est également un moyen efficace pour les mouvements sociaux de faire face à « l'intrusion de l'Andra dans les écoles »¹²⁹. En effet, la bande dessinée supervisée par l'Eodra, et issue du travail collaboratif de BureStop55, du réseau Sortir du nucléaire, du Cedra, de France Libertés et de la Fondation Danielle Mitterrand, intitulée *Panique à Bure* « se veut un outil pédagogique » à destination « des élèves, des enseignants et des parents »¹³⁰. Avec ce souci de faire de la pédagogie, nous pouvons y retrouver « un glossaire des mots techniques ainsi qu'un quizz pour amener les jeunes lecteurs et lectrices à se poser des questions sur les risques que présente le projet d'enfouissement des déchets radioactifs »¹³¹. La bande dessinée *Panique à Bure*, va peut-être encore plus loin que la précédente étudiée, *Cigéo, mon boule*, dans la mesure où, si elle se veut fictive, elle présente un scénario catastrophe. Dans celui-ci, tout ce qui n'aurait jamais dû arriver parce que « c'est impossible... non pas possible... on maîtrise tout... »¹³², arrive finalement. À l'instar de l'accident qui ne devait pas arriver aux États-Unis, sur le site Waste Isolation Pilot Plant, les auteurs racontent ce qu'il se passerait si jamais un incendie se déclençait dans une galerie de stockage à moins de cinq cents mètres de profondeur. Les auteurs en profitent alors, au détour d'une case et de deux bulles, pour évoquer les conséquences multiples : « Il faut stopper l'incendie, condamner hermétiquement le site. [...] ... évacuer la région, se dépêcher de prévenir toute la population des environs de Nancy [située à 80 kilomètres de Bure] pour une probable évacuation... et même au-delà, avec ces fichus vents dominants vers l'Est... soigner le personnel irradié... »¹³³.



¹²⁹ Molodtsoff, Éric « Panique à Bure : une BD pour contrer la communication de l'Andra aux élèves », *France 3 Grand-Est*, 3 mars 2021.

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ Ibid

¹³² Association Eodra, Pêhel, *Panique à Bure*, 2021, pp 12

¹³³ Cf annexe n°11

La visée pédagogique de cette bande dessinée, destinée notamment aux jeunes publics pour les avertir de ces risques, s'est heurtée au refus du rectorat. En effet, les associations participant au projet « ont demandé au rectorat l'autorisation de les [les BD] distribuer aux élèves directement au sein des établissements ce qui leur a été refusé »¹³⁴ contrairement aux visites scolaires au sein du laboratoire de l'Andra. Cependant, cela n'altère pas la volonté des mouvements sociaux mobilisés contre Cigéo qui, en plus d'assurer la distribution de *Panique à Bure* par « d'autres voies »¹³⁵, s'organise pour mettre en place d'autres moyens de sensibilisation. C'est notamment le cas d'une militante, installée à Bure depuis 2011, qui propose des ateliers de théâtre pour les enfants dans sa grange car pour elle « l'éducation est le prolongement de la lutte à Bure. C'est du long terme. Ça ne sert à rien de remettre en question le nucléaire si on ne remet pas en question tout le reste, si on ne forme pas à un esprit critique »¹³⁶.

C.3. Un recours à l'art plus global pour sensibiliser les publics aux risques du projet Cigéo

Ce recours à l'art n'est d'ailleurs pas vraiment étonnant pour ces mouvements sociaux luttant contre le projet d'enfouissement de déchets hautement radioactifs. En effet, ils ont toujours mobilisé dans leur répertoire d'action des formes d'expression artistique. C'est notamment le cas de la musique et de la chanson dans la mesure où elles peuvent être « un répertoire de messages plus ou moins codés, aptes à véhiculer le potentiel contestataire et à favoriser les mobilisations sociales »¹³⁷. En effet, et comme le rappelle Christophe Traïni, « aucune révolte, aucune mobilisation sociale d'importance ne semble avoir pu se passer des pratiques musicales et chorales »¹³⁸. Les mouvements de contestation contre le projet Cigéo n'échappent pas à la règle. Nous pouvons ainsi retrouver sur le site bureburebure.info plusieurs carnets de chants, qu'ils soient en soutien aux

¹³⁴ Molodtsoff, Éric « Panique à Bure : une BD pour contrer la communication de l'Andra aux élèves », *France 3 Grand-Est*, 3 mars 2021.

¹³⁵ Molodtsoff, Éric « Panique à Bure : une BD pour contrer la communication de l'Andra aux élèves », *France 3 Grand-Est*, 3 mars 2021.

¹³⁶ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹³⁷ Kryzhanouski, Yauheni, « Christophe Traïni, *La musique en colère* », *Questions de communication*, 15, 2009

¹³⁸ Ibid

« malfaiteur.ices »¹³⁹ ou pour la semaine antinucléaire. Il est d'ailleurs intéressant de constater que l'un d'entre eux répertorie des chants contestataires basés sur des chansons ayant connu un succès populaire très important.

Ainsi, dans le carnet pour les « malfaiteurs », nous pouvons retrouver des textes détournés des chansons *Anissa* de Wejdene (102 millions de vues sur YouTube¹⁴⁰), *Djadja* d'Aya Nakamura (882 millions de vues sur YouTube¹⁴¹) ou encore de *Libérée, délivrée* tirée du dessin animé Disney *La Reine des neiges* (428 millions de vues sur YouTube¹⁴²). Le recours à ces chansons extrêmement populaires permet ainsi de créer une unité autour de références générationnelles communes. C'est aussi le moyen de faire passer des messages pour prévenir des risques, comme dans le détournement de la chanson *Coucou* de la rappeuse Meryl où les opposants à Cigéo scandent : « *Déchets sous terre, détresse dans l'air* »¹⁴³. Faire appel, comme dans ce cas-là, à des moyens d'expression artistique, permet aux mouvements de poursuivre dans leur volonté de nourrir une culture du risque liée à l'enfouissement de déchets nucléaires. Là encore, le Cerema explique très bien que « dans un but d'éduquer au risque dans un contexte non anxiogène, avoir recours à l'art offre l'opportunité de faire passer des messages dans un contexte tout autre qui apporte généralement distraction et bien être. Les œuvres permettent d'apporter une autre vision des risques et des territoires »¹⁴⁴.

Dans cette même optique, les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires ont organisé plusieurs événements festifs et artistiques durant lesquelles « information, conférences par des scientifiques indépendants, et beaucoup de concerts »¹⁴⁵ se côtoient. C'est en 1994 qu'un premier festival est organisé. Le dernier qui a eu lieu s'appelle le festival Les Bure'lesques, « le festival engagé contre Cigéo et son monde »¹⁴⁶, qui est revenu en 2022 pour sa

¹³⁹ « Brochures et textes », sur le site bureburebure.info, consulté le 20 septembre 2022. <https://bureburebure.info/brochures/>

¹⁴⁰ Consulté le 20 septembre 2022

¹⁴¹ Ibid

¹⁴² Consulté le 20 septembre 2022

¹⁴³ Chansons écrites pour/pendant le rassemblement du 1, 2, 3 juin 2021 à Bar-le-Duc en soutien aux inculpé-e-s pour "association de malfaiteurs" de lutte contre Cigéo à Bure, « Coucou l'Andra », sur l'air de *Coucou* de Meryl

¹⁴⁴ Cerema. « Culture du risque. Recueil et analyse d'actions innovantes en France ». 2019

¹⁴⁵ Collectif BureStop 55, *Notre colère n'est pas réversible. Enfouir les déchets atomiques : le refus*. 2^e édition, mai 2015. P. 43.

¹⁴⁶ « Édition 2022, que du bonheur, on résume ! », sur le site burefestival.org, consulté le 22 septembre 2022. <https://burefestival.org/Edition-2022-que-du-bonheur-on-resume>

troisième édition. Concerts, fanfares, spectacles, productions artistiques, projections et surtout neuf conférences étaient au programme, permettant aux participants de se renseigner et de s'informer autrement sur le projet d'enfouissement de déchets radioactifs, ayant accès à la parole non seulement d'opposants mais aussi de scientifiques indépendants comme Roland Desborde, membre de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, ou encore Yannick Rousselet, consultant en sûreté nucléaire¹⁴⁷. Et cela fonctionne. L'édition 2022 réunira près de trois mille personnes sur trois jours.



Les Bure'Lesques 2022 : au programme, des conférences (en haut à gauche), des concerts (en haut à droite), de la documentation (en bas à gauche) et des œuvres participatives (en bas à droite)

Face à l'importante stratégie de communication, jugée quasi propagandiste, déployée par l'Andra, les mouvements sociaux ont décidé de répondre en créant une culture du risque spécifique à l'enfouissement de déchets nucléaires. Grâce à l'appui de scientifiques dévoilant et expliquant les différentes catastrophes possibles ou à un travail de mémoire effectué sur les projets similaires aux États-Unis ou en

¹⁴⁷ « Conférences/Débats », sur le site burefestival.org, consulté le 22 septembre 2022. <https://burefestival.org/Conferences-debats-46>

Allemagne, les mouvements sociaux opposés au projet Cigéo ont su mobiliser différents leviers recommandés pour construire une culture du risque. De même, alors que l'Andra vise particulièrement, par le biais de sa communication sur YouTube ou de ses sorties pédagogiques pour les scolaires, les jeunes publics, les associations anti-labo ont elles aussi cherché à communiquer différemment pour donner un autre point de vue que celui de l'institution. À travers des bandes dessinées comme *Panique à Bure*, les mouvements cherchent également à atteindre les publics plus jeunes afin de les informer et de les sensibiliser aux risques que pourrait occasionner un accident au sein du site d'enfouissement de déchets hautement radioactifs. De plus, ils arrivent à fortement mobiliser localement grâce à des festivals organisés sur le terrain de leur combat comme les Bure'lesques dont l'édition 2022 a réuni trois mille personnes dont beaucoup de locaux, faisant la fierté des organisateurs. La création de cette culture du risque semble avoir eu un impact positif dans leur lutte contre l'Andra en sensibilisant des personnes qui n'avaient jusque-là été confrontées qu'au discours de l'institution porteuse du projet, leur permettant ainsi de gagner en légitimité. Notre deuxième hypothèse est ainsi vérifiée.

Cependant, l'efficacité de la culture du risque pour lutter contre le projet de stockage en profondeur des déchets hautement radioactifs reste à nuancer dans la mesure où celle-ci s'est heurtée à la résistance des cadres légaux. Les mouvements sociaux présents sur place ont donc été contraints à avoir de plus en plus recours à des actions radicales, pensées hors des cadres légaux institutionnalisés et alimentées par de nouvelles identités contestataires venues rejoindre la lutte.

III/ UNE COMMUNICATION PLUS RADICALE MATERIALISÉE DANS L'ESPACE PUBLIC, EN MARGE DES CADRES INSTITUTIONNELS

Grâce à la légitimité gagnée par la construction d'une culture du risque liée aux déchets nucléaires et à leur enfouissement, la contestation contre le projet Cigéo s'est vue rejointe par de nouvelles luttes apportant dans leurs bagages de nouvelles identités et de nouveaux symboles qui sont venus se greffer à la communication jusqu'à alors effectuée (A). Ces anciens et nouveaux codes se sont ainsi articulés pour créer des identités graphiques, parfois difficilement identifiables, et se décliner sur des outils qui ont trouvé, à l'échelle du territoire de la Meuse et la Haute-Marne, un espace public propice à la diffusion de leurs messages (B). Cette occupation graphique de l'espace public et les déceptions des cadres légaux d'opposition, comme les démarches de concertation publique, ont poussé les forces de contestation en présence à se muscler et à radicaliser leurs pratiques pour « faire exister objectivement le risque »¹⁴⁸ de l'enfouissement de déchets radioactifs et du nucléaire (C).

A. Une lutte devenue populaire et nourrie de symboles issus d'autres mouvements sociaux concernés par la lutte

A.1. Une mobilisation qui change de dimension

Comme nous l'avons vu et analysé dans les deux parties précédentes, la communication des mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure visait deux principaux objectifs. Le premier était de faire connaître les causes de leur opposition en faisant inscrire ce projet et les problèmes liés, à l'agenda médiatique et politique. Le second a été de bâtir une culture du risque spécifique au fait d'enfouir des déchets hautement radioactifs en profondeur pour informer et sensibiliser. Cette stratégie à double détente a bien fonctionné dans la mesure où elle a finalement permis de mobiliser bien au-delà des seuls mouvements anti-nucléaires. De nouveaux groupes sont donc venus rejoindre les collectifs originels dans une logique de convergence des luttes et de solidarité. Avec eux, c'est tout un univers symbolique qui est venu se greffer sur la communication

¹⁴⁸ Chambru, Mikaël. « La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 16/3a, no. S1, 2015, pp. 29-38.

des premiers mouvements sociaux contre Cigéo, ce qui a renforcé un certain flou déjà existant.

En plus de la sensibilisation aux risques nucléaires et plus spécifiquement au risque de stocker des déchets radioactifs en profondeur, la contestation à Bure a pris une autre dimension. Les mouvements sociaux présents sur place ont, par « une radicalité qui se réinvente »¹⁴⁹, fait passer leur lutte à une échelle supérieure. Désormais cette dernière « dépasse l'enjeu du nucléaire et interroge la racine du système qui l'a engendré »¹⁵⁰. C'est presque un nouveau clivage qui s'est instauré avec un face à face entre « deux rapports au monde antagonistes »¹⁵¹ opposant « d'un côté, la fuite en avant capitaliste et productiviste, le renforcement autoritaire de l'État policier, les massacres écologiques. De l'autre, des tentatives enthousiastes et fragiles de se réapproprié collectivement nos existences, d'inventer des manières de vivre, lutter, produire, à la fois contagieuses et hors contrôle »¹⁵². Avec cette dernière citation, on comprend que la contestation a dépassé le simple cadre d'une lutte contre le projet Cigéo pour devenir un mouvement aux ambitions politiques plus importantes, cherchant presque à construire un nouveau contrat social et ainsi faire éclore une « vie désirable »¹⁵³. Avec ce changement d'échelle, il n'est finalement pas étonnant que « depuis quelques années, ils [les collectifs s'opposant au projet Cigéo] soient épaulés par des dizaines de personnes, venues de toute la France et de l'Europe »¹⁵⁴.

A.2. Des mouvements sociaux rejoints par d'autres luttes

Parmi ces groupes, nous pouvons retrouver plusieurs mouvements dont les causes trouvent une résonance avec le sujet initial de la contestation. Ainsi, les luttes environnementales dans leur globalité ont rejoint les collectifs présents à Bure. Cette alliance paraît plus que logique dans la mesure où le stockage en profondeur de déchets radioactifs s'inscrit dans la continuité de leur lutte de par les risques et les catastrophes environnementales qu'ils peuvent provoquer. Par exemple, l'ONG Greenpeace s'est positionnée contre le projet et a mené plusieurs actions pour

¹⁴⁹ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹⁵⁰ Ibid

¹⁵¹ Ibid

¹⁵² Ibid

¹⁵³ Ibid

¹⁵⁴ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

dénoncer le nucléaire et la gestion de ses déchets, comme en 2010, quand des grimpeurs ont escaladé le bâtiment du Parlement Européen pour déployer des banderoles rappelant que le nucléaire produit des déchets et que leur gestion reste, selon eux, un point d'interrogation¹⁵⁵.



Leur aide est notamment précieuse pour construire une culture du risque autour de ce projet dans la mesure où les luttes environnementales et leurs militants apportent une expertise permettant de mesurer les risques à plus grande échelle. Greenpeace résume ainsi les failles du projet en quatre points : « faille logistique : les questions sur la saturation et les transports dangereux ne sont pas résolues », « faille d'irréversibilité : retirer un colis radioactif ne sera plus possible », « faille économique : les coûts ne sont pas maîtrisés et sont imprévisibles à long terme » et « faille éthique : c'est un cadeau empoisonné aux générations futures »¹⁵⁶.

Une autre lutte qui a très vite trouvé une résonance avec ce qui se passe à Bure est issue des luttes agricoles et paysannes, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que l'Andra, afin de construire son laboratoire, a dû racheter un grand nombre de terres agricoles locales. Et s'il n'y a pas eu d'expropriations, plusieurs propriétaires dénoncent des méthodes relevant de la pression et l'intimidation. C'est notamment le cas de Jean-Pierre : « *Il n'y a pas eu d'expropriation, on est toujours sur de l'amiable, mais avec quand même la pression, l'intimidation* »¹⁵⁷. Dans cette opposition et ces témoignages, nous pouvons également retrouver une lutte sémantique entre les communicants de l'Andra qui parlent de « maîtrise foncière à l'amiable », les opposants qui évoquent un « accaparement des terres » et le paysan

¹⁵⁵ Greenpeace France, « Déchets nucléaires : pourquoi le projet Cigéo à Bure doit être stoppé », sur le site [greenpeace.fr](https://www.greenpeace.fr/dechets-nucleaires-projet-cigeo-a-bure-etre-stoppe/), consulté le 22 septembre 2022. <https://www.greenpeace.fr/dechets-nucleaires-projet-cigeo-a-bure-etre-stoppe/>

¹⁵⁶ Ibid. <https://www.greenpeace.fr/dechets-nucleaires-projet-cigeo-a-bure-etre-stoppe/>

¹⁵⁷ « Entretien avec Jean-Pierre, agriculteur en lutte contre Cigéo », sur le site [bureburebure.info](https://bureburebure.info/brochures/), consulté le 18 septembre 2022. <https://bureburebure.info/brochures/>

anonyme qui dénonce un « harcèlement »¹⁵⁸. La lutte agricole et paysanne trouve également en Bure un terrain d'expression pour s'opposer « aux grandes cultures » et donc à « la désertification »¹⁵⁹ de la région. Les mouvements sociaux et la contestation à Bure sont ainsi une opportunité pour « relancer le mouvement social agricole »¹⁶⁰ et repenser la production afin de s'orienter vers une « agriculture avant tout vivrière »¹⁶¹.

Si, avec ces deux exemples de « causes », nous pouvons trouver des racines communes, notamment à l'échelle locale, les mouvements sociaux contre Cigéo ont également été rejoints par des oppositions pouvant paraître plus éloignées. C'est le cas des mouvements « anti-répression policière » qui, après avoir constaté la répression et la surveillance mises en place à Bure (« des dizaines personnes placées sur écoute, un millier de discussions retranscrites, plus de 85 000 conversations et messages interceptés, plus de 16 ans de temps cumulés de surveillance téléphonique »¹⁶²), ont rallié la contestation. Sur le site Bure Bure Bure plusieurs documents vont dans ce sens et enseignent même à gérer cette pression policière. Nous pouvons, par exemple, retrouver dans la rubrique « Brief légal Bure et alentour » plusieurs informations sur les contrôles d'identité qui peuvent « se produire n'importe où »¹⁶³ ou encore l'attitude à adopter en cas de garde à vue.

¹⁵⁸ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

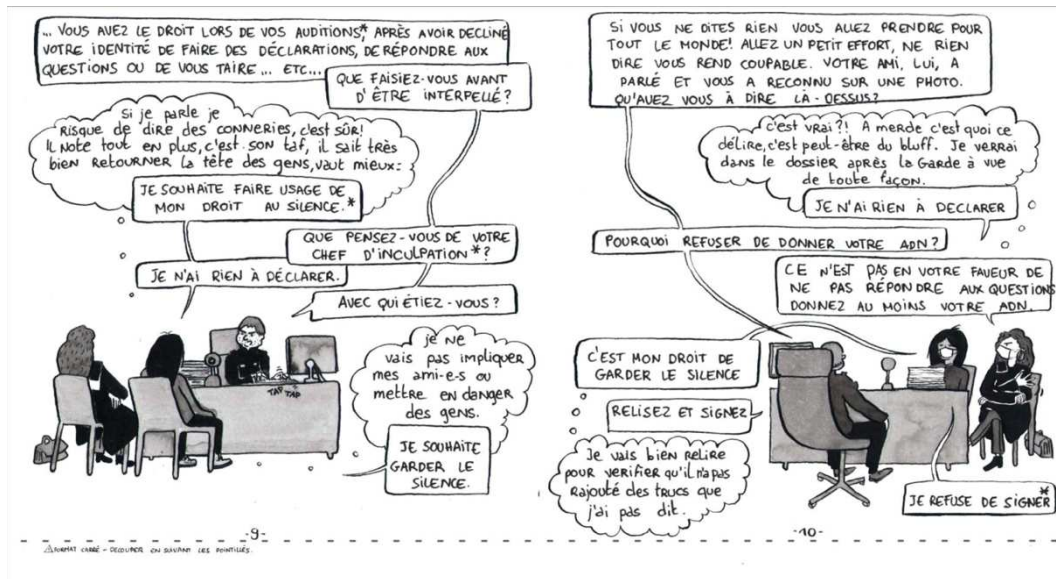
¹⁵⁹ « Entretien avec Jean-Pierre, agriculteur en lutte contre Cigéo », sur le site *bureburebure.info*, consulté le 18 septembre 2022. <https://bureburebure.info/brochures/>

¹⁶⁰ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹⁶¹ Ibid

¹⁶² Barbier Marie, Lindgaard Jade (Mediapart), « La justice a massivement surveillé les militants antinucléaires à Bure », *Reporterre*, 27 avril 2020.

¹⁶³ « Brief légal Bure et alentours », sur le site *bureburebure.info*, consulté le 22 septembre 2022. <https://bureburebure.info/brief-legal-en-contexte-burien/>



Extrait de la bande dessinée En GAV je n'ai RAD

Une autre « cause » est également venue se greffer aux mouvements de contestation contre le projet Cigéo : ce sont les mouvements féministes. Très vite, ces derniers se sont intégrés à la lutte, avec des messages forts comme dans la Maison de la résistance où l'on trouve une affiche qui « appelle à l'autodéfense armée féministe »¹⁶⁴.

Ces mouvements convergents investissent ainsi la communication des collectifs « anti-labo » originels. Des affiches féministes se retrouvent placardées et les mouvements féministes organisent des événements et des rassemblements, comme le « rassemblement antinucléaire et féministe » en « minorité choisie sans homme cisgenre »¹⁶⁵ qui veut « croiser écologie et féminisme », dans la mesure où c'est un moyen de dire que « c'est tellement la merde sur tous les plans, rejoignez-nous »¹⁶⁶. Le site Bure Bure Bure qui propose un grand nombre de documentation est d'ailleurs un bon reflet de cette diversité des mouvements présents en Meuse/Haute-Marne pour lutter contre le projet Cigéo. Dans la documentation proposée, on peut ainsi retrouver une rubrique « Autres thématiques » où se côtoient brochures féministes

¹⁶⁴ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹⁶⁵ Cf annexe n°12

¹⁶⁶ Entretien avec des Bombes atomiques, « Week-end féministe à Bure : "Le nucléaire est un monstre du patriarcat" », *Reporterre*, 19 septembre 2022.

et LGBTQIA+ (« Pédés et féminisme »¹⁶⁷), anti-police (affiche pour « l'anti prison week »¹⁶⁸) ou encore antispécistes (« Qu'est-ce que le spécisme ? »¹⁶⁹).

A.3. Une multitude d'acteurs qui nuisent à la lisibilité du « nous » des mouvements de contestation contre le projet Cigéo

Nous retrouvons ainsi une diversité d'identités contestataires qui arrivent à se regrouper sous le pronom « nous », témoignant de la solidarité qui existe entre ces nouveaux mouvements sociaux dont les revendications « plus qualitatives » sont « non-négociables »¹⁷⁰. Cependant, cette multiplicité des identités rend ce « nous difficile à définir »¹⁷¹. Les opposants en sont d'ailleurs conscients puisque selon eux, ce nous « n'est pas celui d'un groupe homogène » mais plutôt « un sentiment qui traverse, celui "d'en être", fondé sur le quotidien en partage, la possibilité d'un ancrage »¹⁷². Ce flou se répercute indéniablement dans la communication des oppositions contre le projet Cigéo. Beaucoup de documents, d'affiches, de rassemblement sont produits et organisés sans que l'on ressente une vraie articulation entre eux. Si l'on regarde sur le site Bure Bure Bure, nous pouvons retrouver cent-trente brochures et textes différents répartis dans douze rubriques dont une est intitulé « Autres thématiques ». Dans cette dernière, il est d'ailleurs intéressant de voir que l'on trouve des documents sur des sujets extrêmement variés, parfois même complètement éloignés et décorrés de la problématique du stockage en profondeur de déchets radioactifs. Il y a, par exemple, un document intitulé « Féministes contre la transphobie » qui ne traite absolument pas du projet Cigéo, de la lutte antinucléaire ou même des mouvements de contestation à Bure.

Ainsi, il est parfois difficile de se repérer et de comprendre l'unité qu'il pourrait y avoir au sein de ces mouvements de contestation. Qui sont-ils ? Pour quoi luttent-ils ? Les réponses ne sont parfois pas évidentes. Ces confusions se répercutent dans les productions notamment graphiques puisque, comme nous l'avons dit dans

¹⁶⁷ « Boîte à outil – Brochures et textes », sur le site *bureburebure.info*, consulté le 22 septembre 2022. <https://bureburebure.info/brochures/>

¹⁶⁸ « Boîte à outil – Autocollants – Affiches - Visuels », sur le site *bureburebure.info*, consulté le 22 septembre 2022. <https://bureburebure.info/autocollants-affiches-visuels/>

¹⁶⁹ « Boîte à outil – Brochures et textes », sur le site *bureburebure.info*, consulté le 22 septembre 2022. <https://bureburebure.info/brochures/>

¹⁷⁰ Neveu, Érik. V. De « nouveaux » mouvements sociaux ? Dans : Neveu, Érik éd. *Sociologie des mouvements sociaux* (pp. 99-113), La Découverte, 2011

¹⁷¹ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹⁷² D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

cette étude, les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure n'ont pas d'identité graphique commune, pas de logo. Leurs symboles communs sont avant tout issus des luttes anti-nucléaires. Cependant, avec l'arrivée de ces nouvelles contestations, ces symboles aussi se perdent. Si l'on reprend l'exemple de l'affiche du rassemblement « antinucléaire et féministe »¹⁷³, nous ne retrouvons aucun des symboles les plus communs des luttes anti-nucléaires. La seule référence à ce qu'il se passe à Bure est peut-être le hibou, animal totem de la lutte contre Cigéo, notamment lors de l'occupation du Bois Lejuc (Meuse) en 2016.



Les mouvements sociaux luttant contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure ont ainsi changé d'échelle. Leur cause a dépassé la simple opposition au projet Cigéo et même l'enjeu du nucléaire. Ils ont ainsi été rejoints par d'autres mouvements, qu'ils soient anti-répression policière, antispécistes, féministes, agricoles ou paysans apportant avec eux leurs langages et leurs symboles. Avec ce « nous » pluriel, un certain flou s'est créé autour de ces mouvements sociaux. Un flou qui se répercute notamment dans les éléments de communication produits. Cependant, il y a un élément qui rassemble l'ensemble de ces luttes. Cet élément, c'est un lieu et plus particulièrement une commune, Bure, qui devient le théâtre de l'expression de leur contestation.

¹⁷³ Cf annexe n°12

B. Le territoire et Bure comme épacentres salutaires des enjeux et messages

B.1. La communication pour habiller l'espace public

Les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure se sont servis de la commune comme un moyen d'expression et un terrain pour afficher leurs productions graphiques. Ils viennent, ainsi, habiller l'ensemble de la ville et de l'espace public. Cet « enracinement »¹⁷⁴ dans l'espace public local s'inscrit dans la plus pure tradition des mouvances anti-nucléaires qui ont toujours essayé d'inscrire leur lutte dans « les dynamiques du conflit instituant/institué »¹⁷⁵.

C'est parce que les « espaces publics partiels produits par l'action antinucléaire sont conceptualisés en tant qu'espaces publics oppositionnels »¹⁷⁶ que les mouvements sociaux contre le projet Cigéo se sont saisis de la ville de Bure pour faire passer leurs messages. Stickers, affiches, graphes, et tout autres visuels produits par les collectifs en lutte se retrouvent ainsi placardés sur les boîtes aux lettres, les lampadaires, les poteaux, les murs, etc.¹⁷⁷



Tous les supports offerts par l'espace public Meusien est ainsi un moyen de signifier la présence de la lutte contre Cigéo. Cette volonté de tapisser l'espace public permet

¹⁷⁴ Chambru, Mikaël. « La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 16/3a, no. S1, 2015, pp. 29-38.

¹⁷⁵ Ibid.

¹⁷⁶ Ibid.

¹⁷⁷ Cf annexes n°13, 14, 15

également de s'opposer à la communication tentaculaire de l'Andra qui, comme nous l'avons vu précédemment, cherche, elle aussi, à se manifester le plus possible et à prendre une place très importante dans la ville : « quand tu arrives sur place, tu comprends tout de suite. [...] Il y a des panneaux publicitaires pour l'agence partout »¹⁷⁸.

B.2. La communication dans l'espace public : reflet de la lutte avec l'Andra

Cette opposition dans la communication et dans l'occupation de l'espace public se veut être le reflet de la lutte entre l'Andra et les mouvements sociaux contre Cigéo. Un conflit entre instituteurs et institués, deux notions définies par Lourau : « Par instituant, on entendra à la fois la contestation, la capacité d'innovation et en général la pratique politique comme signifiant de la pratique sociale. Dans l'institué, on mettra non seulement l'ordre établi, les valeurs, modes de représentation et d'organisation considérés comme normaux »¹⁷⁹. Dans ce schéma, les collectifs d'opposition sont les instituteurs tandis que l'Andra représente les institués. De par leur utilisation de l'espace public, les mouvements d'opposition au projet d'enfouissement de déchets nucléaires viennent mobiliser un répertoire d'action traditionnel et inhérent aux mouvances antinucléaires. C'est ce que démontre très bien Mikaël Chambru dans son article « La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel » ; dans la mesure où c'est « un choix tactique de la mouvance antinucléaire de faire du territoire un objet de mobilisation sociopolitique »¹⁸⁰. La lutte territorialisée devient ainsi un véritable enjeu dans l'opposition qui a lieu à Bure. L'Andra et les mouvements sociaux cherchent à véhiculer au mieux leurs messages et à informer selon leurs biais les populations locales. Les mouvements sociaux cherchent ainsi à diffuser très largement leurs supports de communication pour que chacun puisse participer, à son échelle, à la contestation. Ces supports sont donc disponibles sur le site internet de Bure Bure Bure, sur lequel nous pouvons retrouver

¹⁷⁸ Goument, Raphaël, « Déchets nucléaires : l'ANDRA paye des médias pour orienter l'opinion en faveur de Cigéo », *Reporterre*, 21 janvier 2019

¹⁷⁹ Chambru, Mikaël. « La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 16/3a, no. S1, 2015, pp. 29-38.

¹⁸⁰ Chambru, Mikaël. « La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 16/3a, no. S1, 2015, pp. 29-38.

plus d'une trentaine de visuels ainsi que des liens externes renvoyant vers d'autres ressources en ligne.

B.3. Communiquer dans l'espace public : une manière efficace de toucher les populations locales

La volonté de toucher les populations locales croise également celle de construire une culture du risque et de contrer la communication de l'Andra et donner ainsi un autre point de vue sur le projet d'enfouissement de déchets nucléaires. Cela se reflète très bien dans certaines affiches qui, pour certaines, ne sont qu'une image accompagnée d'un texte mettant en avant les risques de Cigéo et plus globalement du nucléaire. Nous pouvons par exemple retrouver des affiches intitulées « Contaminés de tous les pays, unissez-vous ! », « Les anomalies de l'EPR de Flamanville : une liste à rallonge de casseroles », « Arrêt du nucléaire militaire et civil maintenant », « Vivre avec la contamination radioactive » ou encore un « Avis de l'Autorité Environnementale AE sur le centre de stockage CIGÉO en Meuse »¹⁸¹.



**Contaminés de tous les pays,
unissez-vous !**

Le combat contre la politique nucléaire-atomique est une action de légitime défense.

L'impératif de protection de la société n'est ni de droite, ni de gauche, ni technophobe, ni rétrograde, ni libéral, ni socialiste : il est vital et universel.

Il faut détruire les machines nucléaires qui nous tuent et congédier les chefs d'État qui nous trahissent.



Les anomalies de l'EPR de Flamanville : une liste à rallonge de casseroles

Bétons fissurés, multiples soudures défectueuses, détachement du système de contrôle-commande (le centre névralgique du réacteur), nombreux manquements dans la fabrication et le contrôle de qualité des pièces forgées au Creusot, dissimulation d'informations sur des anomalies, sans oublier les défauts du couvercle et du fond de la cuve du réacteur déjà fragilisés avant même d'avoir servi, anomalies que Pierre-Franck Chevet, alors président de l'Autorité de Sûreté nucléaire, n'hésitait pas à qualifier en 2015 devant des parlementaires « de sérieuses, voire de très sérieuses ».

L'ASN a finalement autorisé l'utilisation de la cuve à condition que le couvercle défectueux soit changé en 2024... pour un démantèlement pas avant mi-2023, au plus tôt!

Nombreux accidents de chantier non déclarés et infractions au droit du travail. Après avoir épuisé tous les recours possibles, Bouygues est définitivement condamné pour avoir fait travailler à grande échelle des salariés non déclarés sur le chantier de l'EPR de Flamanville (Manche).

Bouygues avait employé en toute illégalité au moins 450 travailleurs roumains et polonais entre 2008 et 2012, sur ce chantier du réacteur nouvelle génération, primordial pour EDF (propriétaire du site) et Areva (qui assure la construction). Les deux procès ont permis de dévoiler la banalité et la cruauté des conditions de travail des forçats du BTP employés à Flamanville, où une centaine d'accidents du travail n'ont pas été déclarés.

En première instance, le chef du chantier pour Bouygues à l'époque des faits avait lâché :

« sur le chantier de l'EPR, on a autre chose à faire que vérifier la situation des ouvriers ».

Cette dernière est d'ailleurs un bon exemple de cette communication qui cherche à avertir et informer les citoyens du risque de Cigéo car « habiter à côté de Cigéo présente des dangers du fait des impacts sur la santé notamment ». Les

¹⁸¹ « Boîte à outil – Autocollants – Affiches - Visuels », sur le site bureburebure.info, consulté le 25 septembre 2022. <https://bureburebure.info/autocollants-affiches-visuels/>

mouvements sociaux arrivent ainsi à donner une information très locale pour les habitants sur un aspect du projet qui les toucheront directement.

S'accaparer et infiltrer l'espace public local est pour eux l'une des meilleures manières d'avertir et de toucher les populations locales. En plus d'habiller les murs de la ville avec leurs différents supports, ils vont également s'en saisir pour organiser plusieurs événements et notamment des festivals. Ce recours à un événement festif a été initié dès le début de la lutte avec un « premier festival contre l'implantation »¹⁸², organisé en 1995. Ces festivals ont par la suite pris des formes et des noms différents pour en arriver à leur dernière évolution, organisée pour la première fois en 2017 et qui est revenue pour sa troisième édition en 2022 : Les Bure'lesques. Ce festival est à chaque fois une franche réussite qui mobilise plusieurs milliers de personnes à chaque édition. En 2019, il y avait quatre mille participants et en 2022, trois mille. Cependant, la vraie réussite dont se réjouissent les organisateurs, c'est la participation de nombreux locaux : « Près de 3 000 personnes nous ont rejoints au cours des trois jours, venues des 4 coins de France, d'Allemagne et d'ailleurs mais aussi et surtout des villages meusiens alentour »¹⁸³, venus « chercher une information indépendante des intérêts d'une filière nucléaire qui veut annexer leur territoire et le vider de ses forces vives »¹⁸⁴.

Cette participation locale est d'autant plus notable qu'il a toujours été difficile pour les mouvements sociaux d'entraîner les populations meusiennes car « certains habitants ont peur d'afficher leur opposition car ils ont vendu leurs terres à l'Andra » ou bien parce qu'ils « ne savent pas comment »¹⁸⁵. La réussite du festival et les très bon retours reçus (« *Moment fort et réussi, immense bravo aux organisateurs* » ; « *Ce festival est fabuleux et l'ambiance vraiment top, bravo !* » ; « *Chapeau pour le festival, c'était trop bien* » ; « *3 jours excellentissimes* » ; « *Très belle organisation, beaucoup de belles personnes, y'a plus qu'à mettre l'Andra dehors* » ; « *On attend déjà la prochaine édition* »¹⁸⁶) ont permis de renforcer la volonté des opposants qui

¹⁸² Q. Zinzius, « Bure et Cigéo : trente ans de lutte contre les déchets radioactifs », *Reporterre*, 31 mai 2021

¹⁸³ « Édition 2022, que du bonheur, on résume ! », sur le site *burefestival.org*, consulté le 25 septembre 2022. <https://burefestival.org/Edition-2022-que-du-bonheur-on-resume>

¹⁸⁴ Ibid

¹⁸⁵ Daniel, Emmanuel « À Bure, une fleur de résistance s'épanouit contre les déchets nucléaires », *Reporterre*, 21 janvier 2015.

¹⁸⁶ « Édition 2022, que du bonheur, on résume ! », sur le site *burefestival.org*, consulté le 25 septembre 2022. <https://burefestival.org/Edition-2022-que-du-bonheur-on-resume>

par une renaissance de la vie culturelle, trouve une manière de lutter contre « la tristesse qui s'est installée dans le coin » et de redonner envie aux locaux de « défendre leur territoire »¹⁸⁷.

Ces « espaces publics oppositionnels antinucléaires »¹⁸⁸ sont ainsi « des espaces publics instituants »¹⁸⁹ dans le sens de la contestation qu'ils doivent mener face à l'institué. C'est ce dont témoignent les organisateurs des Bure'lesques qui ont dû faire face aux « tentatives d'intimidation de la Préfecture et aux contrôles méticuleux et démesurés de la gendarmerie »¹⁹⁰. C'est aussi parce que la réponse des institutions détentrices de la violence légitime est jugée comme « démesurée » que les mouvements sociaux contre le projet Cigéo décident d'aller encore plus loin dans leur contestation et de faire preuve d'une radicalité croissante. L'occupation de l'espace public local devient ainsi un nouvel enjeu dans lequel ils cherchent à inscrire un nouveau où ils seraient les institués, hors des cadres légaux institutionnels, leur permettant également d'objectiver le risque que représentent le nucléaire et le stockage en profondeur de déchets radioactifs.

C. Une radicalisation des acteurs pour rester en marge des cadres institutionnels

C.1. Les échecs de la contestation par la voie institutionnelle

Les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure sont peu à peu devenus de plus en plus radicaux dans les modes opérationnels mobilisés. Cette radicalisation est notamment le fruit des premières phases de concertation publique qui ne permettaient pas, selon les mouvements contestataires, de pouvoir agir concrètement sur le projet Cigéo. Ces derniers ont ainsi décidé d'inscrire leur lutte hors des cadres légaux en prenant notamment possession de l'espace public par le biais de blocages ou d'occupations. Cette stratégie plus radicale leur permet d'en faire une opération communicante matérialisant concrètement et physiquement la présence du risque lié à

¹⁸⁷ Daniel, Emmanuel « À Bure, une fleur de résistance s'épanouit contre les déchets nucléaires », *Reporterre*, 21 janvier 2015.

¹⁸⁸ Chambru, Mikaël. « La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 16/3a, no. S1, 2015, pp. 29-38.

¹⁸⁹ Ibid.

¹⁹⁰ « Édition 2022, que du bonheur, on résume ! », sur le site *burefestival.org*, consulté le 22 septembre 2022. <https://burefestival.org/Edition-2022-que-du-bonheur-on-resume>

l'enfouissement de déchets nucléaires, un risque déjà étudié comme étant « spatialement invisible »¹⁹¹.

La contestation et l'opposition à Cigéo prennent une tournure beaucoup plus radicale après l'échec du premier débat public qui a eu lieu en 2005. Pour beaucoup, ce débat public était l'occasion de pouvoir exprimer leur voix et d'exposer les raisons de leur opposition, c'était « une possibilité d'agir »¹⁹², témoigne une opposante meusienne depuis 1994. Cependant, du point de vue de la contestation, ce débat public est un échec dans la mesure où si les échanges mettaient en avant la « préférence pour l'étude du maintien de ceux-ci (les déchets radioactifs) en surface, la loi qui a suivi en 2006 n'a retenu que l'enfouissement...à Bure »¹⁹³. Les opposants au projet ne se sont ainsi pas sentis écoutés, et ils comprennent que ces débats publics ne sont pas tant là pour susciter un débat autour de cette solution mais plutôt pour faire accepter le projet. Cette ambition était d'ailleurs bien explicite dans le rapport de Rouvillois, sur la filière électronucléaire, publié en 1989, qui résumait les enjeux avec un certain cynisme : « Il apparaît de plus en plus que (pour le projet de site d'enfouissement) la contrainte principale est la capacité de la population à accepter le principe de stockage beaucoup plus que les avantages techniques relatifs des différents types de sols »¹⁹⁴.

Cette même année 2005, les mouvements sociaux connaissent une nouvelle désillusion en ayant recours au cadre légal. Grâce à la loi du 13 août 2004 qui dispose « qu'un dixième des électeurs peuvent demander l'organisation d'une consultation pour un département », les associations anti-labo cherchent à organiser un référendum sur le projet Cigéo. La demande a recueilli largement le nombre d'électeurs requis et fixé par le cadre de la loi, mais les élus départementaux refusent d'organiser ce référendum. Encore une fois, le cadre institutionnel de contestation se refuse aux mouvements sociaux.

Un dernier échec de la voie légale en 2010 fait basculer définitivement les mouvements sociaux dans la radicalité. À cette date, et alors que l'Andra cherche

¹⁹¹ Couégnas Nicolas, Halary Marie-Pierre. Signification et communication du risque : le cas du nucléaire. In: *Quaderni*, n°48, Automne 2002. Le risque : les choix technopolitiques. pp. 89-99

¹⁹² D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹⁹³ Bure Stop, « Débat sur les déchets nucléaires : une fumisterie, à laquelle les associations ne participeront pas », *Reporterre*, 16 mai 2013.

¹⁹⁴ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

où installer sa Zone d'intérêt pour la reconnaissance approfondie (la Zira), le conseil municipal de la commune de Bonnet vote une délibération émettant un « avis défavorable à l'enfouissement des déchets nucléaires dans le sous-sol de la commune par principe de précaution »¹⁹⁵. Cette décision est une véritable « bombe » comme le titre le journal local *L'Est Républicain*, mais elle provoque surtout une grande vague d'espoir chez les militants opposés au projet Cigéo. Cependant, une fois cette décision prise, les pressions se multiplient sur la petite commune dans laquelle l'ambiance est de plus en plus « conflictuelle »¹⁹⁶ témoigne l'ancien maire Jean-Pierre Remmele. À partir de là, « le budget d'investissement de 2011 est même bloqué » et « la préfecture a tout fait pour me ([l'ancien maire Jean-Pierre Remmele]] dégager »¹⁹⁷. En 2014, Jean-Pierre Remmele quitte son poste et son successeur, avec son conseil municipal, permettent l'installation de la Zira. Nouvel échec pour les opposants au projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure.

C.2. Le virage radical de la contestation contre le projet Cigéo

Cette succession d'échecs de la voie légale pousse peu à peu les mouvements de contestation à s'en détourner. Ainsi, en 2013, alors qu'un nouveau débat public sur le projet Cigéo est organisé, quarante-deux associations publient une tribune dans *Reporterre*, intitulée « Débat sur les déchets nucléaires : une fumisterie, à laquelle les associations ne participeront pas », dans laquelle elles annoncent le boycott de cette nouvelle phase de concertation. Pour ces associations ce débat public « n'est pas prévu pour agir sur le projet tant controversé de stockage souterrain des pires déchets radioactifs, mais pour faire accepter la future poubelle atomique avec tous ses risques majeurs et prévisibles »¹⁹⁸. Les mouvements sociaux prennent donc la tangente vis-à-vis de ces cadres institutionnels légaux et s'orientent vers de nouveaux modes opératoires plus radicaux : « Face à des années de débats public bidons, d'arrosage financier, de mensonges [...] il est inévitable que la colère finisse par s'exprimer hors des espaces tolérés par les autorités et autrement qu'avec la fleur aux dents »¹⁹⁹, assument les associations dans un communiqué.

¹⁹⁵ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

¹⁹⁶ Ibid

¹⁹⁷ Ibid

¹⁹⁸ Bure Stop, « Débat sur les déchets nucléaires : une fumisterie, à laquelle les associations ne participeront pas », *Reporterre*, 16 mai 2013.

¹⁹⁹ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

Ces méthodes plus radicales sont aussi liées à l'arrivée des mouvements sociaux issus d'autres luttes qui ont apporté, au-delà d'une galerie de symboles que nous avons pu étudier précédemment, des modes opératoires plus radicaux : « Ces nouveaux arrivants ont ranimé la foi et l'espoir qui s'éteignaient doucement »²⁰⁰. Cette radicalité s'exprime notamment via l'occupation de l'espace public meusien. Cette stratégie est d'ailleurs un choix tactique inhérent aux mouvances antinucléaires : « L'ancrage local est [...] un choix tactique de la mouvance antinucléaire de faire du territoire un objet de mobilisation sociopolitique »²⁰¹. Cette occupation de l'espace public est aussi un moyen de « faire exister objectivement au sein de l'espace public »²⁰² la présence du risque « spatialement invisible »²⁰³ que représente l'enfouissement de déchets hautement radioactifs dans la terre argileuse meusienne. Cette stratégie atteint son paroxysme en 2016 avec l'occupation du bois Lejuc, à quelques kilomètres de Bure. En mai, est organisé un pique-nique de protestation qui ne devait durer qu'un après-midi. Mais il « s'est transformé en occupation. C'était le début du bras de fer »²⁰⁴ témoigne un opposant présent sur place. Si les occupants sont expulsés un mois après, ils arrivent à faire tomber le mur érigé alors par l'Andra et l'occupation reprend en août pour un an : « Pendant plus d'un an, des jeunes ont tenu la forêt, habité les arbres »²⁰⁵. Cette occupation, pourtant illégale, reçoit même le soutien de l'EODRA, l'association des élus de Lorraine/Champagne contre l'enfouissement des déchets radioactifs, qui explique dans un communiqué commun avec le CEDRA, « qu'ils apportent leur total soutien aux courageux résistants du bois Lejuc à Mandres-en-Barrois, que l'Andra tente de s'accaparer »²⁰⁶. L'année suivante, la lutte poursuit son chemin dans la radicalité avec une attaque de l'écothèque de l'Andra en février 2017 ou la prise d'assaut du restaurant de l'Andra, en juin, durant laquelle un départ d'incendie est constaté.

²⁰⁰ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

²⁰¹ Chambru, Mikael. L'espace public à l'épreuve du phénomène antinucléaire en France (1962-2012). *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, ESSACHESS editors, 2014, 7 (13), pp. 33-43.

²⁰² Ibid

²⁰³ Couégnas Nicolas, Halary Marie-Pierre. Signification et communication du risque : le cas du nucléaire. In: *Quaderni*, n°48, Automne 2002. Le risque : les choix technopolitiques. pp. 89-99

²⁰⁴ Q. Zinzius, « Bure et Cigéo : trente ans de lutte contre les déchets radioactifs », *Reporterre*, 31 mai 2021

²⁰⁵ Ibid.

²⁰⁶ EODRA, CEDRA, « Bure. Qui sème le vent... ». 18 février 2016.



Attaque de l'écothèque de l'Andra

C.3. La construction d'un espace public oppositionnel

L'occupation de l'espace public n'est pas le seul mode opératoire mobilisé par les mouvements sociaux qui s'opposent au projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. Ils construisent également des espaces publics oppositionnels dans lesquels ils recueillent et accumulent « les expériences vécues, les souhaits et les exigences normatives – notamment délibératives- non reconnus dans et par l'espace public institué, du fait que "l'État occupe ce dernier, et non pas le rebelle" »²⁰⁷. Le principal exemple de ces nouveaux espaces publics oppositionnels présents à Bure est la Maison de la résistance construite en 2004, lorsque des militants ont racheté une vieille ferme en ruine et que l'association Bure Zone Libre s'est créée. Cette Maison participe désormais « pleinement au processus de construction et de recomposition de l'espace public »²⁰⁸ et permet de changer la perception qu'ont les gens de Bure. Cette commune « n'est plus seulement le nom d'un mégaprojet nuisible et d'une campagne isolée, mais un lieu capable d'attraper le cœur de qui vient le visiter. Et de changer le cours d'une vie »²⁰⁹. La Maison de la

²⁰⁷ Chambru, Mikaël. « La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 16/3a, no. S1, 2015, pp. 29-38.

²⁰⁸ Chambru, Mikael. L'espace public à l'épreuve du phénomène antinucléaire en France (1962-2012). *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, ESSACHESS editors, 2014, 7 (13), pp. 33-43.

²⁰⁹ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

résistance accueille toutes les personnes qui souhaitent s'engager contre « la poubelle nucléaire » et a été pensée comme « une base logistique pour des actions antinucléaires »²¹⁰ dans laquelle se côtoient des mouvances qui n'auraient probablement jamais lutté ensemble : « Dans une salle qui accueille des clowns non-violents, une affiche appelle à l'autodéfense armée féministe. Une brochure sur l'antisécisme radical traîne à côté d'une réunion de paysans éleveurs »²¹¹. La Maison de la résistance est également une manière pour les opposants de manifester la présence du risque nucléaire que représente le projet de stockage en profondeur de déchets hautement radioactifs. En effet, à l'entrée de celle-ci plusieurs pancartes, affiches, des barils, témoignent de ce risque et de leur volonté de voir ce projet s'arrêter²¹². La Maison se veut être « l'exemple que le nucléaire ne constitue par un horizon indépassable et qu'il existe des alternatives ».²¹³ Ainsi, « un chauffage au bois assure une chaleur confortable dans les pièces à vivre [...] tandis qu'une éolienne construite sur place [...] produit une partie de l'énergie consommée »²¹⁴, reflétant de fait l'ensemble des convictions des militants venus s'installer dans ce lieu qui est également un lieu « d'expérimentation d'une forme de vie collective basée sur l'autogestion »²¹⁵.



L'entrée de la Maison de la Résistance (à gauche) et son dortoir (à droite)

Vivre en autogestion, sortir des cadres institutionnels, c'est aussi pour les mouvements sociaux sortir des cadres médiatiques traditionnels. Ainsi, ils testent de nouvelles formes de communication pour informer les populations locales en

²¹⁰ Ibid

²¹¹ Ibid.

²¹² Cf annexe n°16

²¹³ Daniel, Emmanuel « À Bure, une fleur de résistance s'épanouit contre les déchets nucléaires », *Reporterre*, 21 janvier 2015.

²¹⁴ Ibid.

²¹⁵ Daniel, Emmanuel « À Bure, une fleur de résistance s'épanouit contre les déchets nucléaires », *Reporterre*, 21 janvier 2015.

produisant eux-mêmes une « gazette hebdomadaire, Hibou Express »²¹⁶ distribuée chaque semaine dans la commune de Bure. Aussi, les mouvements sociaux ont-ils abandonné les cadres d'opposition légaux pour construire leur propre espace public oppositionnel dans lequel une certaine radicalité prend sa source de légitimité et permet de manifester objectivement et physiquement le risque que représente le projet Cigéo.

Les mouvements sociaux contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure sont ainsi devenus de plus en plus radicaux face aux échecs d'une opposition légale. Alors que les débats publics organisés n'ont jamais eu, selon eux, vocation à remettre en cause le choix d'enfouir les déchets nucléaires, les mouvements d'opposition ont mené une lutte et une communication à l'échelle du territoire meusien concerné. Ils sont, ainsi, venus habiller et habiter l'espace public leur permettant d'incarner physiquement le risque et leur lutte. Cette tactique qui passe par l'enracinement des dynamiques protestataires est une tradition chez les mouvances antinucléaires dans la mesure où elle leur permet de faire exister objectivement et matériellement un risque souvent mal-perçu, voire invisible, et mal compris. Les occupations, les blocages ou les lieux de vie alternatifs sont ainsi devenus des espaces publics oppositionnels dans lesquels la pluralité des identités contestataires, désormais en place à Bure, cohabitent, s'organisent et agissent efficacement pour lutter contre l'Andra et le projet d'enfouissement de déchets nucléaires. Ces espaces publics oppositionnels sont aussi devenus le théâtre de l'expression d'une volonté plus forte, dépassant la cause première de l'opposition des collectifs anti-labo, qui souhaitent promouvoir un nouveau mode de vie et un système de société différent. La troisième hypothèse qui posait que la culture du risque était un moyen efficace de lutter se retrouve ainsi partiellement validée. Si elle a pu être utile, c'est avant tout la tournure radicale des mouvements sociaux qui a permis de remporter les principales victoires contre le projet Cigéo.

²¹⁶ D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons étudié la communication des mouvements sociaux qui se sont mobilisés contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. Nous cherchions à comprendre comment leur communication avait pu être un moyen de lutter efficacement, notamment en créant une culture du risque spécifique à l'enfouissement de déchets nucléaires. Cette dernière était d'ailleurs une de nos hypothèses qui s'est avérée plutôt vérifiée. En effet, les mouvements de contestation contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure ont commencé par mener une communication permettant de créer une culture du risque spécifique au stockage de déchets radioactifs en profondeur. Pour construire cette culture du risque, ils ont notamment diversifié leurs outils de communication. Leurs réseaux sociaux et leurs sites internet ont ainsi été conçus et utilisés pour livrer une information claire et facile à comprendre qui visait à donner un autre point de vue que celui de l'Andra. En faisant appel à des scientifiques et experts indépendants, ils ont également acquis une certaine légitimité pour justifier leurs actions et leur contestation. Les mouvements sociaux ont également cherché à toucher de plus jeunes publics, à l'instar de l'Andra qui multiplie les actions pour façonner « le consentement » des jeunes populations. Pour cela, les collectifs anti-labo ont produit des supports plus pédagogiques pour alerter sur les risques que représente ce projet d'un point de vue environnemental et sanitaire. C'est aussi un moyen, par la bande dessinée, d'imaginer les catastrophes que le projet Cigéo pourrait provoquer et les conséquences de celles-ci. Cette culture du risque, c'est également un travail de mémoire que les mouvements sociaux ont initié. Une mémoire qui relate notamment les expériences similaires qui ont été vécues à l'étranger et qui ont échoué. À travers tous ces moyens mis en œuvre, la culture du risque spécifique à l'enfouissement de déchets nucléaires a été un moyen efficace de faire front à la communication de l'Andra. Cette culture du risque, c'est aussi une manière de se saisir du cadre créé par la loi du 13 août 2004 pour lutter et atteindre ses objectifs.

Cependant, la mise en place d'une culture du risque n'a pas été la seule manière de lutter. Les mouvements sociaux ont également inscrit leurs actions dans la plus pure tradition des mouvements sociaux avec une volonté forte de mobiliser lors des moments de contestation comme les manifestations, les die-in ou les occupations. Ces premières opérations ont ainsi pu mobiliser une base militante

solide réunissant notamment des mouvances antinucléaires et plus particulièrement des collectifs anti-labos issus d'autres régions préalablement étudiées pour potentiellement accueillir ce qui allait devenir le projet Cigéo. Cette force collective s'est réunie ainsi autour de symboles identitaires forts et partagés qui se sont retrouvés sur leurs productions graphiques et visuelles et dans leurs discours. Avec ces représentations symboliques de la radioactivité des déchets nucléaires, les mouvements de contestation cherchaient déjà à signifier physiquement la présence d'un risque, un risque spécifique au stockage de déchets radioactifs en profondeur. Petit à petit, la stratégie de mobilisation a évolué vers une volonté de mobiliser plus localement comme nous l'avions imaginé dans notre première hypothèse.

Cependant, communiquer était pour eux devenu nécessaire pour faire connaître leur cause et leurs revendications à plus grande échelle, pour mobiliser de nouveaux militants et lutter contre l'Andra et son dispositif de communication déployé, mettant à mal cette première hypothèse. L'intérêt premier pour les mouvements sociaux c'était aussi et surtout de faire émerger la question de l'enfouissement de déchets nucléaires comme un problème public et l'inscrire à l'agenda politique et médiatique. La mobilisation des populations et la sensibilisation de ces dernières sont devenues une priorité dans la mesure où ce sont les premières concernées et seront les premières victimes en cas de catastrophe. C'est ainsi, pour les mouvements, toujours une satisfaction de voir qu'une grande partie des participants au festival des Bure'lesques sont des habitants des villages alentours venus s'informer auprès d'eux pour recueillir un autre point de vue que celui de l'Andra.

Néanmoins, le recours au cadre légal par le biais de la création d'une culture du risque ou des actions traditionnelles des mouvements sociaux n'a pas toujours été couronné de succès pour les mouvements sociaux luttant contre le projet Cigéo. Il a même souvent été une source de grande déception et a vite été perçu, par les militants, comme des impasses à leur contestation. L'efficacité de la culture du risque dans la lutte contre le projet Cigéo est ainsi à nuancer, ou plutôt à coupler avec la radicalité croissante des mouvements sociaux. C'est pourquoi les collectifs anti-labo sont allés plus loin dans la radicalité quitte, parfois, à sortir des cadres légaux et institutionnels. Les échecs des phases de concertation publique, le sentiment de ne pas se faire entendre et le fait de se voir refuser l'accès à des

espaces publics comme les écoles pour sensibiliser aux risques que pourrait représenter le projet Cigéo, vont pousser les mouvements sociaux à entrer dans une contestation plus radicale et à construire leur propre espace public, un espace public oppositionnel. Pour ce faire, des événements sont organisés comme des festivals permettant d'occuper cet espace public et devenant le symbole d'une présence sensibilisatrice aux risques nucléaires et à celui d'enfouir les déchets. Occuper l'espace public et créer des zones d'opposition comme la Maison de la résistance à Bure, c'est aussi un moyen de faire exister physiquement le risque, de signifier sa présence dans l'espace public. L'occupation de l'espace public atteint son apogée en 2016, lorsque des militants décident d'occuper le bois Lejuc pendant plusieurs années. Cet espace public oppositionnel qui se construit à Bure devient d'ailleurs un élément réunificateur de luttes dans la mesure où ses ambitions dépassent le projet Cigéo. Il est devenu un espace public à part entière où différentes luttes sociales s'associent dans une logique de convergence. Cette convergence est d'ailleurs perçue comme une réussite dans la mesure où la base militante se retrouve enrichie.

Aussi, les mouvements sociaux ont-ils construit une culture du risque spécifique à l'enfouissement de déchets nucléaires par le biais d'une communication pédagogique cherchant à rassembler les mouvances antinucléaires. Peu à peu, s'ils y sont parvenus, cette culture du risque s'est vite heurtée aux refus des cadres légaux et institutionnels pour être véritablement efficace. Elle a finalement pu trouver une meilleure audience à partir du moment où les mouvements de contestation ont réussi à créer leur propre espace public oppositionnel dans lequel cette voix et cette culture du risque n'étaient plus délégitimées. Cet espace public oppositionnel continue aujourd'hui à vivre et à lutter contre le projet Cigéo qui ne cesse de devenir de plus en plus concret. À l'été 2022, il a ainsi été déclaré d'utilité publique permettant donc de lancer les travaux de construction du site d'enfouissement.

Finalement, malgré une dimension amateur, que nous avons décrite au cours de ce mémoire, et d'une certaine dévalorisation de l'expertise communicationnelle, nous pouvons tirer des enseignements dans la pratique de nos métiers, plus particulièrement en communication publique. C'est notamment le cas lorsque l'on regarde avec quelle créativité et quelle diversité les mouvements sociaux contre Cigéo ont réussi à créer et cultiver une culture du risque nouvelle grâce à des outils pensés pour tous les publics, notamment les jeunes. Si la sortie du cadre légal ne peut être envisagée dans le cadre d'une pratique professionnelle de la communication, certains usages pourraient être une source d'inspiration pour garantir un échange d'informations plus horizontal entre citoyens et institutions publiques.

BIBLIOGRAPHIE**Livres / Ouvrages**

- Collectif BureStop 55, *Notre colère n'est pas réversible. Enfouir les déchets atomiques : le refus*. 2^e édition, mai 2015. P. 43.
- D'Allens, Gaspard et Fuori, Andrea. *Bure, la bataille du nucléaire*. Seuil & Reporterre. 2017
- EODRA, Péhel, *Panique à Bure*, 2021, pp 12
- EODRA, CEDRA, « Bure. Qui sème le vent... ». 18 février 2016.
- Chambru, Mikaël. « La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 16/3a, no. S1, 2015, pp. 29-38.
- O. Fillieule, L. Mathieu, C. Péchu (dir), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Science Po, 2009
- Neveu, Érik. V. De « nouveaux » mouvements sociaux ? Dans : Neveu, Érik éd. *Sociologie des mouvements sociaux* (pp. 99-113), La Découverte, 2011
- Kaplan, Andréas, et Haenlein, Michael, «Users of the World, unite! The Challenges and the Opportunities of social media”, *Business Horizon*, 2010, 53, 59-68
- La Chance, Hortense, *Cigéo, mon boule*, 2016, pp. 6
- Mathieu, Lilian. *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombes-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012, p. 253
- R. E. Park, E. B Reuter, *An Outline of the Principles of Sociology*, New York, Barnes & Nobles, 1939, p. 199
- Gabriel Tarde, *L'opinion et la foule*. Paris : Les Presses universitaires de France, 1989, 1^{re} édition, 184 pages. Collection Recherches politiques. Originellement publié en 1901.
- Charles Tilly, *La France conteste, de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986

Articles scientifiques

- Y. Breindl, « Activists as News Producers », in T. Witschge C. W. Anderson, D. DOMINGO, A. Hermida (dir.), *The SAGE Handbook of Digital Journalism*, Londres, SAGE Publications, 2016, p. 254.
- F. Carion, « Pour une approche communicationnelle des organisations de mouvement social », *Communication et organisation*, n°31, 2007, p. 71
- Cerema. « Culture du risque. Recueil et analyse d'actions innovantes en France ». 2019
- Chambru, Mikael. « L'espace public à l'épreuve du phénomène antinucléaire en France (1962-2012) ». *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, ESSACHESS editors, 2014, 7 (13), pp. 33-43.
- Couégnas Nicolas, Halary Marie-Pierre. « Signification et communication du risque : le cas du nucléaire », In: *Quaderni*, n°48, Automne 2002. *Le risque : les choix technopolitiques*. pp. 89-99
- Dézé, Alexandre, « Pour une iconographie de la contestation », *Cultures & Conflits*, 91/92 | automne/hiver 2013
- J. Habermas, S. Lennox, F. Lennox, "The public sphere: An Encyclopedia Article", *New German Critique*, n°3, 1974, p. 49-55
- Kryzhanouski, Yauheni, « Christophe Traïni, *La musique en colère* », *Questions de communication*, 15, 2009
- « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, no. 38, 2016, pp. 5-50.
- « La communication avec le public et les autres parties intéressées, Agence internationale de l'énergie atomique », <https://www.iaea.org/fr/themes/la-communication-avec-le-public-et-les-autres-parties-interessees>
- Françoise Pagney Bénito-Espinal, « Construire une culture du risque efficiente ? Le cas de la Guadeloupe et de la Martinique », *Géokonfluences*, décembre 2019.
- Traïni, Christophe et Siméant Johanna, « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », in Traïdi Christophe (ed), *Émotions...*, op.cit., p. 25.

Articles de presse

- Barbier Marie, Lindgaard Jade (Mediapart), « La justice a massivement surveillé les militants antinucléaires à Bure », *Reporterre*, 27 avril 2020.
- Bure Stop, « Débat sur les déchets nucléaires : une fumisterie, à laquelle les associations ne participeront pas », *Reporterre*, 16 mai 2013.
- Daniel, Emmanuel « À Bure, une fleur de résistance s'épanouit contre les déchets nucléaires », *Reporterre*, 21 janvier 2015
- Entretien avec des Bombes atomiques, « Week-end féministe à Bure : “Le nucléaire est un monstre du patriarcat” », *Reporterre*, 19 septembre 2022.
- Goument, Raphaël, « Déchets nucléaires : l'ANDRA paye des médias pour orienter l'opinion en faveur de Cigéo », *Reporterre*, 21 janvier 2019
- Molodtsoff, Éric « Panique à Bure : une BD pour contrer la communication de l'Andra aux élèves », *France 3 Grand-Est*, 3 mars 2021
- « L'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen », *France Info*, 26 septembre 2019
- Q. Zinzius, « Bure et Cigéo : trente ans de lutte contre les déchets radioactifs », *Reporterre*, 31 mai 2021

Texte de loi

- Article 13 de la loi n° 91-1381 du 30 décembre 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs

Sites internet

- « Boîte à outil – Autocollants – Affiches - Visuels », sur le site *bureburebure.info*, consulté le 22 septembre 2022. <https://bureburebure.info/autocollants-affiches-visuels/>
- Boîte à outil – Brochures et textes », sur le site *bureburebure.info*, consulté le 22 septembre 2022. <https://bureburebure.info/brochures/>
- *Bure c'est quoi*, sur le site *burestop.free.fr*. Consulté le 10 septembre 2022. <http://burestop.free.fr/spip/spip.php?rubrique115>
- « Cigéo », <https://www.andra.fr/cigeo>
- « Conférences/Débats », sur le site *burefestival.org*, consulté le 22 septembre 2022. <https://burefestival.org/Conferences-debats-46>

- « Conférence : Le fiasco de l'enfouissement des déchets radioactifs », sur le *burestop.free.fr*, consulté le 26 septembre 2022. <http://burestop.free.fr/spip/spip.php?article908>
- « Écothèque », site *ope.andra.fr*, consulté le 18 septembre 2022, http://ope.andra.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=28&Itemid=166&lang=fr
- « Édition 2022, que du bonheur, on résume ! », sur le site *burefestival.org*, consulté le 22 septembre 2022. <https://burefestival.org/Edition-2022-que-du-bonheur-on-resume>
- « Entretien avec Jean-Pierre, agriculteur en lutte contre Cigéo », sur le site *bureburebure.info*, consulté le 18 septembre 2022. <https://bureburebure.info/brochures/>
- Greenpeace France, « Déchets nucléaires : pourquoi le projet Cigéo à Bure doit être stoppé », sur le site *greenpeace.fr*, consulté le 22 septembre 2022. <https://www.greenpeace.fr/dechets-nucleaires-projet-cigeo-a-bure-etre-stoppe/>
- Gué, Victoire « Les chiffres YouTube à connaître en 2022 », sur le site *blog.hubspot.fr*, consulté le 18 septembre 2022. <https://blog.hubspot.fr/marketing/chiffres-youtube#:~:text=YouTube%20comptabilise%20890%20millions%20de,%2C6%20%25%20d'hommes>
- « Le film de Wyhl (0131FIOO13) », sur le site *rhinedits.u-strasbg.fr*, consulté le 3 octobre 2022. [https://rhinedits.u-strasbg.fr/w/index.php/Le_film_de_Wyhl_\(0131FIO013\)#:~:text=Le%2018%20f%C3%A9vrier%201975%2C%20le.police%20deux%20jours%20plus%20tard](https://rhinedits.u-strasbg.fr/w/index.php/Le_film_de_Wyhl_(0131FIO013)#:~:text=Le%2018%20f%C3%A9vrier%201975%2C%20le.police%20deux%20jours%20plus%20tard)
- NoBlogs.org, sur le site *noblogs.org*. Consulté le 12 septembre 2022. <https://noblogs.org/>
- « Panique à Bure », sur le site *helloasso.com*. Consulté le 13 septembre 2022. <https://www.helloasso.com/associations/eodra/collectes/panique-a-bure>
- « Seveso », sur le site *gironde.gouv.fr*, consulté le 18 septembre 2022. <https://www.gironde.gouv.fr/layout/set/print/Politiques-publiques/Seveso#:~:text=Ainsi%20la%20classification%20est%20divis%C3>

[%A9e.seuil%20haut%20de%205000%20tonnes.](#)

- « Transparence financière », sur le site *fondationdaniellemitterrand.org*, consulté le 30 septembre 2022. <https://fondationdaniellemitterrand.org/les-chiffres-de-france-libertes/>

ANNEXES

Annexe n°1 : En 2001, une marche allant de Lascaux vers Bure. © Collectif BureStop 55



Annexe n°2 : Une manifestation à Bar-le-Duc, en 2005. © Collectif BureStop 55



Annexe n°3 : En 2008, une manifestation contre le laboratoire à Bure. © Collectif BureStop 55



Annexe n°4 : Mouvement contre le débat public à Bure, en 2013. © Collectif BureStop 55



Annexe n°5 : Cigéo les plans de la poubelle atomique



Annexe n°6 : En GAV, je n'ai RAD, Manuel BD de conseils en garde à vue

<https://infokiosques.net/spip.php?article1863>

Annexe n°7 : Entretien avec Jean-Pierre, agriculteur en lutte contre Cigéo

https://bureburebure.info/wp-content/uploads/2018/12/entretien_JP_v2.cleaned.pdf

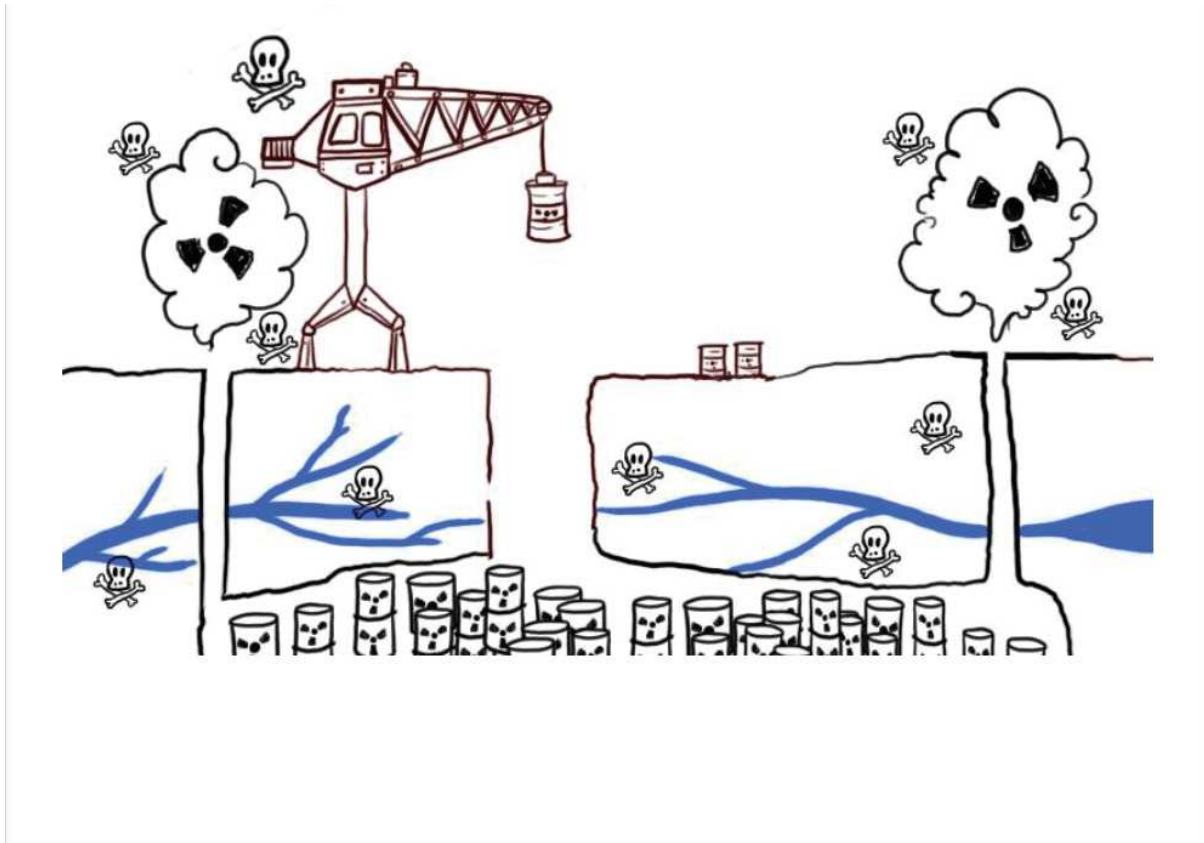
Annexe n°8 : Présentation de Cigéo par Bertrand Thuillier

<https://fr.calameo.com/books/004866019db03cfa71e76>

Annexe n°9 : Brochure d'info Décembre 2015

http://burestop.free.fr/spip/IMG/pdf/burestop_dec_2015-2.pdf

Annexe n°10 : La Chance, Hortense. *Cigéo mon boule*. 2016. Extrait.



Annexe n°11 : Péhel, *Panique à Bure*. 2021. Extrait.



Annexe n°12 : Affiche du collectif Les Bombes atomiques pour un rassemblement antinucléaire et féministe à Bure.



Annexe n°13 : Autocollants antinucléaires collés à Bure



Annexe n°14 : Pochoirs antinucléaire et anti Cigéo à Bure



Annexe n°15 : Autocollant anti Cigéo à Bure



Annexe n°16 : Entrée de la Maison de la Résistance à Bure



Annexe n°17 :



Annexe n°18 :



Annexe n°19 :

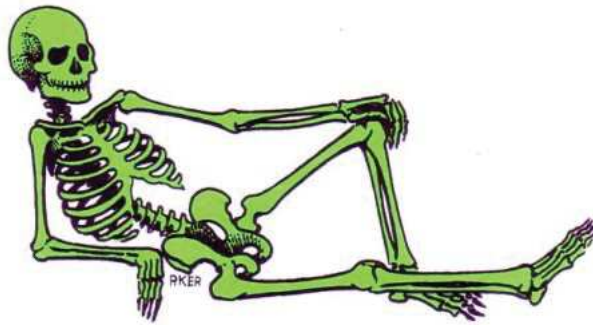


Annexe n°20 :



Annexe n°21 :

l'énergie nucléaire,



vosre confort de demain...

Annexe n°22 :



Annexe n°23 :



Annexe n°24



Annexe n°25 : Le personnage brûlé à Bar-le-Duc lors de l'enquête publique, en 1997. © Collectif
BureStop 55

